ASSEMBLÉE DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

PROCÈS-VERBAL

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2017

Première séance : jeudi 17 août 2017

PRÉSIDENCE de M. Marcel Tuihani puis de M^{me} LanaTetuanui
Président de l'assemblée de Polynésie française

Le président : Bonjour à tous. Permettez-moi en notre nom de saluer la présence du Président de la Polynésie française accompagné des membres du gouvernement. Messieurs, bienvenue. Bonjour et bienvenue à la presse et au public. Bienvenue à notre députée représentante à l'assemblée, M^{me} Nicole Sanquer. Bienvenue également aux internautes qui nous suivent grâce au média Internet. Je déclare la séance ouverte.

Vous avez été convoqués par lettre du 31 juillet 2017 et j'invite le secrétaire général à faire l'appel des représentants.

M^{me} Jeanne Santini :

M.	Ah-Scha	Joseph	présent
M ^{me}	Amaru	Patricia	présente
M ^{me}	Aro	Dylma	présente
M ^{me}	Bruant	Virginie	présente
M.	Buillard	Michel	présent
M ^{me}	Cross	Valentina	présente
M.	Drollet	Jacqui	présent
M.	Faatau	Félix	présent
M.	Flohr	Henri	arrivé en cours
M ^{me}	Flores-Tahiata	Chantal	présente
M.	Fong Loi	Charles	présent
M ^{me}	Frébault	Joëlle	présente
M ^{me}	Galenon	Chantal, Minarii	présente
M.	Geros	Antony	présent
M.	Graffe	Jacquie	présent
M.	Haumani	Evans	absent
M.	Ienfa	Jules	présent
M ^{me}	Iriti	Teura	présente
M.	Jordan	Rudolph	présent
M.	Laurey	Nuihau	absent
M.	Leboucher	Michel	présent
M ^{me}	Lucas	Béatrice	présente
M.	Maamaatuaiahutapu	Victor	présent
M ^{me}	Manutahi Levy-Agami	Sandra	présente
M ^{me}	Maraea	Emma	présente
M ^{me}	Matehau-Nuupure	Juliette	présente
M ^{me}	Merceron	Armelle	présente
M.	Moutame	Thomas	présent
M.	Perez	Antonio	présent
M ^{me}	Perry-Friedman	Vaiata	présente

Les interventions en langues polynésiennes ont fait l'objet d'une traduction surlignée en gris.

M ^{me}	Puhetini	Sylvana	présente
M.	Raioha	Jacques	absent
M ^{me}	Richeton	Monique	présente
M.	Riveta	Frédéric	présent
M ^{me}	Sachet	Isabelle	présente
M ^{me}	Salmon-Amaru	Loïs	absente
M ^{me}	Sanquer	Nicole	présente
M.	Schyle	Philip	arrivé en cours
M ^{me}	Tarahu-Atuahiva	Teura	présente
M ^{me}	Tata	Jeanine	présente
M ^{me}	Teahe	Teapehu	présente
M.	Temaru	Oscar, Manutahi	présent
M.	Temauri	Jean	présent
M.	Temeharo	René	présent
M.	Teriitahi	Moehau	présent
M ^{me}	Tetuanui	Lana	arrivée en cours
M ^{me}	Teura	Justine	présente
M ^{me}	Tevahitua	Éliane	présente
M.	Tong Sang	Gaston	présent
M.	Toromona	John	présent
M.	Tuheiava	Richard	présent
M.	Tuihani	Marcel	présent
M.	Tumahai	Ronald	arrivé en cours
M ^{me}	Turquem	Sandrine	arrivée en cours
M ^{me}	Vaiho	Gilda	présente
M ^{me}	Vanaa	Élise	présente
M ^{me}	Viriamu	Yolande	présente

Le président : Merci de donner lecture des procurations déposées.

M^{me} Jeanne Santini : Nous avons reçu la procuration de :

DE :	À :
M ^{me} Virginie Bruant	M. Ah-Scha Joseph
M. Nuihau Laurey	M ^{me} Puhetini Sylvana
M. Jacques Raioha	M ^{me} Teahe Teapehu
M. Tumahai Ronald	M. Perez Antonio
M ^{me} Loïs Salmon	M ^{me} Richeton Monique
M ^{me} Patricia Amaru	M ^{me} Juliette Nuupure
M. Evans Haumani	M ^{me} Vaiata Perry-Friedman
M. Thomas Moutame	M ^{me} Yolande Viriamu
M ^{me} Sandrine Turquem	M ^{me} Élise Vanaa

PROCURATIONS DÉPOSÉES EN COURS DE SÉANCE

RÉFÉRENCES	DE :	À :
7799-9h24	Flores-Tahiata Chantal	Maamaatuaiahutapu Victor
7834-9h10	Tetuanui Lana	Jordan Rudolph
7840-9h30	Schyle Philip	Aro Dylma
7841-10h15	Teriitahi Moehau	Lucas Béatrice
7842-11h00	Manutahi-Levy Agami Sandra	Vaiho Gilda
7843-11h41	Tuihani Marcel	Iriti Teura

7844-11h42	Graffe Jacquie	Temeharo René
7845-11h46	Temaru Oscar Manutahi	Géros Antony
7846-11h47	Tuheiaiva Richard Ariihau	Teura Justine
7847-12h05	Temeharo René	Riveta Frédéric
7848-12h05	Graffe Jacquie	Frébault Joëlle
7849-12h44	Vaiho Gilda	Manutahi-Levy Agami Sandra

I) APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Le président : Merci. Nous passons à l'approbation de l'ordre du jour et j'invite le secrétaire général à donner lecture du projet d'ordre du jour.

M^{me} Jeanne Santini : La conférence des présidents réunis lundi dernier vous propose l'ordre du jour suivant :

I) Approbation de l'ordre du jour ;

II) Examen des rapports, des projets de délibération et de loi du pays (Voir liste jointe) ;

III) Examen de la correspondance ;

IV) Clôture de la séance.

Le président : S'il vous plaît, je vous remercie.

Nous passons au vote, qui est pour ?... À l'unanimité, l'ordre du jour est adopté.

II) EXAMEN DES RAPPORTS, DES PROJETS DE DÉLIBÉRATION ET DE LOI DU PAYS

RAPPORT N° 91-2017 RELATIF À UN PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT AUTORISATION D'ADHÉSION DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE À L'ACCORD ÉTABLISSANT LE SECRÉTARIAT DU FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE DU 30 OCTOBRE 2000 ET L'ACCORD ÉTABLISSANT LE FORUM DES ÎLES DU PACIFIQUE DU 27 OCTOBRE 2005 (Cf. annexe)

Le président : Nous passons à l'examen des rapports, des projets de délibération et de loi du pays en vous invitant, chers collègues, à examiner le rapport 91-2017 relatif à un projet de délibération portant autorisation d'adhésion de la Polynésie française à l'accord établissant le secrétariat du Forum des Îles du Pacifique du 30 octobre 2000 et à l'accord établissant le Forum des Îles du Pacifique du 27 octobre 2005. J'invite le gouvernement, est-ce que M. le Président de la Polynésie française souhaite prendre la parole avant d'inviter le rapporteur ? Vous avez la parole.

M. Édouard Fritch : Merci, M. le président. Bonjour à tous. Je voudrais, au nom du gouvernement, saluer la presse qui est présente, le public et puis, surtout, les membres de cette honorable assemblée et nos parlementaires qui y siègent. Bien le bonjour à tous.

Oui, M. le président, juste peut-être une déclaration pour rappeler les faits sur cette adhésion au Forum de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie. Depuis 2004, donc il y a 13 ans, la Polynésie française a été admise en tant que membre observateur du Forum du Pacifique. En 2006, la Polynésie fut admise au statut de membre associé. Depuis cette date, la Polynésie n'a cessé de demander d'être membre de plein droit. Ce fut, effectivement, laborieux. Le gros argument qui était opposé à la Polynésie française résidait dans le fait que, pour y être de plein droit, il fallait être indépendant. Notre autonomie se révélait être, aux yeux des membres du Forum, insuffisante, malgré nos éléments et nos arguments de comparaison vis-à-vis de la situation institutionnelle des îles Cook et de Niue, toutes 2 très liées à la Nouvelle-Zélande. Le 10 septembre 2016, soit 10 années plus tard, les 16 membres du

Forum du Pacifique ont enfin décidé favorablement de l'entrée de la Polynésie au sein de son organisation, en tant que membre de plein droit. M. le président, M^{mes} et MM les représentants, je crois que c'est une belle victoire de et pour la Polynésie.

Je vais, à cet égard, associer l'ensemble de la classe politique à ce succès puisque tous les Présidents qui se sont succédé après 2006, c'est-à-dire après l'obtention de notre statut de membre associé, ont désiré notre pleine adhésion et notre pleine intégration au Forum. Je les associe tous à ce résultat. C'est donc une victoire importante pour notre pays, qui a toujours cherché depuis 10 ans à être pleinement reconnu par cette organisation. Nos actions et nos relations tissées avec les leaders du groupe polynésien - *le Polynesian Leaders Group* - ces dernières années, principalement avec les 1^{ers} ministres de Samoa et de Cook Island ont permis à nos amis chefs d'État, membres de ce groupe, de reconnaître notre volonté sincère de nous impliquer dans une démarche constructive, en faveur du Pacifique. Souvenez-vous-en : nous avons signé sur le marae de Taputapuatea en juillet 2015 le pacte « Polynesia Against Climate Threats ». Ce document a joué un rôle important et utile, vous le savez, auprès des membres du Forum et, par la suite, lors de la COP 21, à la suite du sommet France-Océanie qui eut lieu à Paris en novembre 2015. Les leaders du Pacifique ont ainsi pu jouer un rôle très important sur la scène internationale, avec le soutien du Président de la République.

Notre médiation entre les pays du Pacifique et l'État français semble avoir été utile et efficace, lors de ces grands rendez-vous sur le changement climatique.

Grâce à notre forte implication, le Forum qui eut lieu en septembre 2015 en Papouasie-Nouvelle-Guinée avait donné des gages à la Polynésie de notre pleine intégration possible. Sur cette base encourageante, nous avons, en 2016, intensifié nos relations avec tous les leaders importants du Pacifique, avec le secrétariat du Forum et, bien entendu, aussi avec nos amis de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Bref, nous avons constamment, ces 2 dernières années, démontré notre sincérité, notre implication, notre ancrage au sein de notre bassin océanique. Aujourd'hui, je considère que notre autonomie, qui nous permet de nous gouverner librement et démocratiquement, est mieux comprise par nos amis du Pacifique. Je considère aussi que, pour entrer au Forum, il ne suffisait pas de nous contenter d'en faire la demande. Il fallait surtout montrer notre vigueur diplomatique et notre sincère volonté d'agir pour tout le Pacifique. Aujourd'hui, nous y sommes. Nous devons donc être désormais une force de proposition sur les nombreux sujets qui peuvent nous lier à nos amis du Pacifique. Les intérêts et les sujets qui nous lient au monde du Forum sont nombreux. Ces intérêts portent sur des plans différents en politique, sur le plan culturel, économique, environnemental et sécuritaire. Sur le plan politique, par exemple, parler d'une seule voix sur la scène internationale, à l'exemple vécu de la COP 21, c'est important naturellement pour les petits pays que nous sommes ; ainsi que de se faire connaître encore plus dans le Pacifique pour que nous soyons tous bien compris par l'ensemble de nos partenaires. Sur le plan culturel, asseoir notre ancrage pacifique, en relançant un festival des arts du Pacifique, faire de Taputapuatea une histoire et un patrimoine, partager un patrimoine commun, partager avec les Polynésiens du Pacifique. Sur le plan économique, développer les coopérations sur le numérique, sujet qui doit se concrétiser dans les jours à venir, ainsi que des coopérations dans le secteur de la pêche, dans le secteur du transport aérien, le tourisme, les ressources océaniques, l'agriculture et bien d'autres. Sur le plan environnemental, il s'agirait pour nous de coopérer sur les problématiques du réchauffement climatique. Une concertation renforcée sur les aires marines, la protection des coraux sur la biodiversité tropicale commune et endémique, etc.

Comme vous le savez, nous nous sommes fortement impliqués, aussi, en vue de la préparation de la COP 23 avec les îles Fidji.

Sur le plan de la sécurité, il s'agit là de mieux se préparer aux cataclysmes climatiques, d'assurer avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie une meilleure surveillance de nos zones économiques etc. Le sujet est vaste.

Avec les pays du Pacifique, nous partageons de nombreux programmes transversaux. Après la décision de septembre 2016, qui était une première étape décisive, il nous faut aujourd'hui finaliser le

processus d'adhésion au Forum en prenant les dispositions juridiques conformes aux exigences de notre statut afin d'achever la démarche. Après l'acceptation du Forum, qui a été obtenue en septembre dernier, les étapes juridiques que nous devons assurer sont les suivantes :

L'étape n° 1 fut l'accord de l'État, stipulé à l'article 42 de notre statut, cet accord a été obtenu le 18 avril 2017 par une lettre du ministre des affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault.

L'étape n° 2 est celle que nous faisons aujourd'hui. Il s'agit donc de la validation de cette adhésion par l'assemblée de la Polynésie française, puisque, selon notre statut, c'est notre assemblée qui a la compétence pour valider notre adhésion, c'est ce qui vous est présentement soumis.

Et enfin, une 3^{ème} étape est à venir, effectivement, notre adhésion au Forum a pour conséquences, d'une part, de devoir accorder des privilèges et l'immunité diplomatique aux membres du Forum. Et d'autre part, de faire traduire en français les documents constitutifs de cette association du Forum. Ces dispositions relèvent des compétences et des exigences de l'État, de la mise en place d'un accord international entre le gouvernement français et le Forum pour la mise en œuvre de ces 2 exigences.

Enfin, l'étape n° 4 à venir, après la signature de l'accord international cité, l'assemblée sera à nouveau saisie pour valider la partie « exonérations fiscales et douanières des privilèges diplomatiques contenus dans l'accord international » qui touche les membres du Forum lors de leurs déplacements. M^{mes} et MM. les représentants, votre validation nous fera franchir un pas important de notre histoire institutionnelle. C'est l'aboutissement d'un chapitre qui a été ouvert en 1998, date à laquelle la Polynésie a souhaité entrer au sein du Forum.

Nous voilà, 30 ans plus tard, et la voix de la Polynésie française sera entendue sur la scène internationale. C'est une excellente perspective car nous sommes tous ici conscients que les Nations sont interdépendantes. La paix et la prospérité des pays trouvent leur fondement - *nous le savons tous* - dans le dialogue et l'amitié entre les peuples. Je vous remercie pour votre attention.

Le président : Merci, M. le Président.

J'invite le rapporteur, M. Michel Buillard, à bien vouloir exposer son rapport. Préalablement, M. Jules Ienfa, vous avez la parole.

M. Jules Ienfa : M. le président, M. le Président de la Polynésie, MM les ministres, chers collègues, chers amis du public et de la presse, *bonjour*.

Après ce rappel détaillé de notre Président, je me contenterai, si vous êtes d'accord, de faire état des observations qui ont été émises lors de la commission des institutions des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes qui s'est tenue le 7 août dernier. Au cours de ces travaux, 2 réflexions ont été émises par les membres de la commission. Premièrement, cette adhésion de la Polynésie française au Forum des Îles du Pacifique témoigne de l'évolution positive des relations des États anglophones de la région avec la France après l'arrêt des essais nucléaires. Deuxièmement, s'est posée la question de l'attitude des membres du Forum sur le référendum d'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie programmé en 2018 et sur ses résultats. Le débat s'est ensuite poursuivi sur un rappel historique des négociations menées par la Polynésie française depuis 2004, tant auprès du Forum que de l'État, après quoi il a été fait mention des étapes de la procédure qu'il reste encore à franchir pour que cette adhésion soit pleinement formalisée. À l'issue des débats, le projet de délibération a recueilli un vote favorable des membres de la commission. Voilà, M. le président.

Le président : Merci, M. le rapporteur.

Chers collègues, pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparties de la manière suivante : 33 minutes pour le groupe RMA, 17 minutes pour le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA et, enfin, 10 minutes pour le groupe UPLD. Nous procéderons

de la manière suivante, chers collègues : 1^{re} intervention pour le groupe UPLD, suivi du groupe TAHOERA 'A HUIRAATIRA. Nous terminerons par le groupe RMA. Pour l'intervention du groupe UPLD, Monsieur Tuheiava vous avez la parole.

M. Richard Tuheiava : Merci, M. le président. M. le Président du Pays, MM. les ministres, mes chers collègues, M^{mes} et MM. de la presse, du public et puis ceux qui nous regardent également sur la toile *bonjour*.

Dans ce dossier, M. le président, le groupe UPLD s'abstiendra sur le projet de délibération qui est soumis pour les raisons qui vont suivre. Lorsque Maohi Nui a été réinscrite sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU le 17 mai 2013, il s'en est suivi, au regard du droit international, que c'est l'article 73 de la Charte des Nations unies qui trouve à s'appliquer dans notre *pays* au regard de la communauté internationale. Cet article 73 de la Charte des Nations unies stipule que les membres des Nations unies qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes, reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser, dans toute la mesure du possible, leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationale établi par la Charte.

Notre puissance administrante n'intervient toujours pas à la table des discussions qui se passent chaque année au mois de juin et au mois d'octobre devant le comité spécial de décolonisation et devant la 4^e commission des Nations unies. Cette puissance administrante, sans venir négocier ou discuter ou dialoguer avec ce qui est soumis aux Nations unies, par contre, a décidé d'autoriser Maohi Nui à devenir membre à part entière d'un Forum qui réunit pourtant les mêmes États, en tout cas, toute une partie des pays du Pacifique. Elle le fait, non pas en utilisant l'article 73 de la Charte des Nations unies, mais l'article 74 de la Constitution française qui stipule que les collectivités d'outre-mer régies par le présent article ont un statut qui tient compte des intérêts propres de chacune de ces collectivités au sein de la République. Il y a bien une différence entre cet article 73 des Nations unies qui passe la primauté des intérêts des Polynésiens, de la Polynésie et de son gouvernement d'ailleurs, et l'article 74 de la Constitution française qui place notre spécificité au sein d'une République où, lorsque les intérêts de cette République sont dominants, les nôtres doivent céder le pas. C'est ce qui s'est passé pendant 30 ans pour les essais nucléaires. Ce n'est pas le sujet de ce matin.

Mais on s'aperçoit aussi dans cet article 74, M. le président, mes chers collègues, que ça ne s'arrête pas là : ce statut de collectivité d'outre-mer est défini par une loi organique qui est adoptée après avis de notre assemblée, ici, à Tarahu. C'est cette loi organique qui fixe des compétences. Sous réserve de celles qui sont déjà exercées par nous, par l'assemblée de la Polynésie, il ne peut pas y avoir - *c'est l'article 74 qui le mentionne* - de transfert de compétences de l'État sur des matières qui sont gelées, scellées. Quel que soit notre domaine de compétence, il y en aura qui ne seront jamais transmissibles à la collectivité de la Polynésie. Elles sont énumérées à l'article 73 de la Constitution française : nationalité, droits civiques, garantie des libertés, état et capacité des personnes, organisation de la justice, droit pénal, procédure pénale, politique étrangère, défense, sécurité et ordre public, monnaie, crédit et droit électoral.

Si on s'en tient à la Constitution de la République française et à son article 74, il ne pourra jamais y avoir de transfert des compétences que je viens de citer tant que Maohi Nui ne sera pas souveraine. Ça veut dire que dans le cadre d'une adhésion au Forum, quel que soit le statut qui est reconnu par notre puissance administrante en tant qu'adhérente au Forum, à chaque fois qu'il y aura une discussion sur ces domaines de compétences qui ne pourront jamais être transférés au gouvernement de Maohi Nui, ce ne seront pas les intérêts de Maohi Nui qui seront discutés au Forum mais les intérêts de la République française.

Alors vous comprenez, M. le président, qu'à ce stade nous avons des réticences. Ces réticences, elles existent d'abord sur le plan électoral, sur le plan de notre positionnement politique - *M. le Président de la Polynésie le sait très bien, ce n'est un secret pour personne*. Nous avons tantôt sollicité l'adhésion

de Maohi Nui au Forum pour être observateurs, puis, pour être membre associé dans l'attente de l'accession de Maohi Nui à sa pleine souveraineté. Aujourd'hui, il s'avère que, grâce à l'accord de l'État - *puisque c'est une lettre du ministère des affaires étrangères qui nous donne cet accord* - nous pourrions être membre du Forum sans même être un pays indépendant et souverain. Mais à ce moment-là, il existerait tout un pan de compétences qui ne pourront pas être exercées par le gouvernement de Maohi Nui mais qui sont exercées par la République française au sein du Forum. La France et l'État ont réussi cet exploit d'imposer l'article 74 de la Constitution française dans le Forum. C'est finalement ce que l'on demande à l'assemblée, ce qu'il nous est demandé ce matin de bien vouloir valider : permettre que ce ne soit pas l'article 73 de l'ONU - *je peux comprendre que certains aient des réticences* - mais l'article 74 de la Constitution française qui s'impose et qui impose son entrée dans le cercle des pays du Forum du Pacifique. La preuve en est : il faut désormais, exigence constitutionnelle oblige, traduire les actes de signature d'actes internationaux en langue française pour être conformes à la Constitution française. Il faut même demander l'accord de la puissance administrante - *cette même puissance administrante qui n'avait absolument pas la même posture en 2006* - pour pouvoir adhérer en tant que membre à part entière ou devenir un membre associé. On s'aperçoit aujourd'hui que la puissance administrante a une conception très manichéenne de notre capacité ou non à adhérer au Forum des pays du Pacifique. Ne serait-il pas une manœuvre de la part de la puissance administrante, M. le Président, à quelques semaines ou quelques mois de la séance sur la 4^e commission qui se passera en octobre à l'ONU ? Une tentative de la part de l'État de vouloir, par notre intermédiaire, solliciter la caution des élus polynésiens sur une nouvelle foi ? Démonstration que Maohi Nui est un pays autonome alors que Maohi Nui n'est pas un pays autonome au regard des Nations unies. Le sujet apparaît complexe, mais il est extrêmement simple. Seuls les pays souverains peuvent adhérer au Forum. Le pays souverain qui adhérera visiblement au Forum, à travers notre autorisation, ce matin ne sera pas Maohi Nui mais la République française.

Nous avons, M. le Président, un format de budget qui est encore imposé par Paris. Nous n'avons aucune discussion, aucun pouvoir judiciaire. Nous avons un système électoral qui est encore imposé par Paris. Nous avons des compétences statutaires qui sont encore rétrocessibles et pour lesquelles certaines ne nous seront jamais transmissibles. Nous avons un système éducatif dont on connaît les résultats aujourd'hui. Nous avons une collectivité de l'article 74 qui a le même niveau constitutionnel qu'une commune et nous avons encore des relations internationales sous tutelle. Maohi Nui est-elle un pays autonome ? Ce n'est pas possible de l'admettre. Voilà la raison pour laquelle aujourd'hui nous ne pouvons pas, bien entendu, par respect vis-à-vis de l'ensemble des membres des pays du Forum, prendre une posture qui soit défavorable, M. le Président. Mais nous ne pouvons pas non plus nous positionner en faveur d'une telle validation s'il s'agit de permettre aux intérêts de la République française de prendre le pas sur les intérêts de Maohi Nui sur l'ensemble des compétences que nous venons d'énumérer tout à l'heure lorsqu'il s'agira de débattre au sein du Forum. Je vous remercie. Ce sera une abstention.

Le président : Merci, M. le représentant.

Pour le groupe TAHOERA 'A HUIRAATIRA, M^{me} Levy-Agami.

M^{me} Sandra Manutahi Levy-Agami : Bonjour, M. le président, M. le Président de la Polynésie française, MM. les ministres, M^{mes} et MM. les représentants, toutes les personnes présentes, Mesdames et Messieurs, *bonjour*.

Il nous est demandé d'approuver ici un projet de délibération autorisant la Polynésie française à adhérer à l'acte constitutif du secrétariat du Forum des Îles du Pacifique signé à Tarawa aux îles Kiribati le 30 octobre 2000 ainsi qu'à l'acte constitutif du Forum des Îles du Pacifique ouvert à la signature de Port Moresby en Papouasie-Nouvelle-Guinée le 27 octobre 2005. En septembre dernier, le Forum des Îles du Pacifique n'était composé que de 16 pays indépendants. Les dirigeants qui le composent ont cependant fini, après plusieurs années de sollicitation de la part des gouvernants successifs, par accorder à la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, l'opportunité unique d'y adhérer. Le processus d'intégration au Forum a donc été lancé avec l'État afin de les autoriser, en tant

que pays membres, à en faire partie. Par courrier du 18 avril 2017, le ministre des affaires étrangères répondant au Président Fritch a indiqué que l'État, je cite : « *est très favorable à l'adhésion de la Polynésie française à cette organisation régionale.* » Charge à la Polynésie française d'envoyer au Forum un acte unilatéral d'adhésion, c'est la raison pour laquelle le Président Fritch l'a rappelé aujourd'hui, nous sommes présents puisqu'il s'agit de la compétence de la Polynésie française d'autoriser le Président à prendre une telle décision. Charge aussi à la France de conclure un accord international entre le gouvernement de la République française et le secrétariat du Forum des Îles du Pacifique. On vient de rappeler néanmoins que les relations entre la France et le Forum ont été très longtemps houleuses. Ce dernier étant le résultat de l'union d'États fortement opposés aux essais nucléaires menés dans le Pacifique. Le traité de Rarotonga, rappelons-le, de 1985 instaurant une zone dénucléarisée en Océanie a été un point phare défendu par les membres du Forum empêchant l'adhésion de la Polynésie française qui, à l'époque, était la collectivité qui accueillait les essais nucléaires. Aussi, ce n'est qu'à la fin des essais nucléaires sur Moruroa et Fangataufa que la France s'est positionnée, enfin, en partenaire de dialogue avec le Forum, allant jusqu'à conclure en 2003 un accord de libre-échange entre les États du Pacifique sud.

En 2004, l'évolution statutaire de la Polynésie française nous a permis d'ouvrir davantage les portes du Forum à la Polynésie. C'est d'ailleurs dans ce cadre, rappelons-le, que le parti indépendantiste n'a pas hésité à se servir de ce fameux statut - *qu'il avait pourtant décrié à l'époque* - pour solliciter une place au sein de cette communauté régionale et internationale. Alors, même si on le reconnaît, la Zone Économique Exclusive de la Polynésie et celle de la région Pacifique sont très importantes, les enjeux environnementaux, économiques et la sécurité dans l'océan Pacifique sont, à l'heure actuelle, des enjeux majeurs dans les discussions internationales. M. le président, j'aurais une question à vous poser par rapport à l'option qui a été prise. À savoir que le statut d'autonomie nous permet de passer des conventions régionales. Or, il s'agit, dans ce cadre particulier, de faire en sorte que la Polynésie française siège en tant que représentant de la France dans le Forum. À moins que l'État n'interprète pas notre statut d'autonomie comme nous avons pu l'interpréter ensemble à l'époque, avec la faculté pour la Polynésie française de passer des conventions dans la région, je voulais vous demander pourquoi cette option a été prise ? Nous nous interrogeons sur cette option qui est prise et nous avons besoin davantage d'éléments pour nous positionner sur ce dossier. Nous ne pouvons pas y être défavorables, puisque le Président Flosse - *vous l'avez rappelé précédemment* - fait partie des architectes de cette convention qui aboutit aujourd'hui. Ceci dit, dans l'esprit qui avait animé la direction du pays à l'époque de la direction de M. Flosse, il était question d'utiliser notre statut d'autonomie pour pouvoir passer des conventions avec les pays du Pacifique et non pas de le faire au titre de l'État français. Ce qui m'a un peu interrogée, au niveau du dossier que vous nous avez transmis, qui a soulevé des interrogations de ma part, c'est vrai ce que je vous disais, peut-être que le statut d'autonomie aurait pu répondre à cette possibilité. Mais au-delà de ça, quand on voit que l'État français, par la suite, va passer un accord international avec le Forum et que c'est dans ce cadre-là que les règles de fonctionnement et, finalement, d'évolution de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie, dans les discussions avec le Forum, se tiendront, en quelque sorte, aujourd'hui on prend un acte et, par la suite, l'État dira dans quel cadre la Polynésie pourra intervenir ou pas. Et ça donne un peu l'impression - *vous allez un petit peu en rire* - que l'on se marie : on a un contrat de mariage mais on ne sait pas trop encore ce qu'il y aura dans le contrat. Alors peut-être que vous, vous avez ces informations qui ne sont pas dans le dossier qui nous a été transmis. Je tiens à vous signaler que je n'ai pas du tout appelé M. Tuheiava sur cette question, je sais qu'il a siégé, je suis membre de la commission. Ce jour-là, je m'en excuse, je n'ai pas pu être présente avec vous et j'aurais certainement pu avoir les informations. Mais c'est vrai que, au niveau de l'analyse juridique, la question se pose de savoir pourquoi cette option et pourquoi pas la 1^{re} option, de faire en sorte qu'au titre de notre statut d'autonomie, nous puissions siéger au sein du Forum et représenter la Polynésie française - *bien évidemment aussi la France* - mais directement la Polynésie française, puisque c'était une option qui nous était ouverte. En tout cas, c'était l'impression que ça nous donnait il y a quelques années quand l'État interprétait notre statut dans ce sens. Je vous remercie de votre attention.

Le président : Merci, M^{me} la représentante. Pour l'intervention du groupe RMA, M. Buillard.

M. Michel Buillard : Merci, M. le président. M. le Président de la Polynésie française, MM. les ministres, M^{me} la députée, M^{me} la sénatrice, mes chers collègues, mes chers amis journalistes, *bonjour*.

Le 10 septembre 2016, les dirigeants océaniques réunis à Palikir, capitale des États fédérés de Micronésie pour le 47^e Forum des Îles du Pacifique, accordaient officiellement le statut de membre de plein droit à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie. C'est une avancée considérable dans le processus d'intégration de notre pays dans son environnement géographique. C'est en réalité une véritable révolution dans la politique, dans la diplomatie et dans la mentalité régionale. Nous pouvons y voir le signe d'une prise de conscience collective. Petits et faiblement peuplés, isolés et fragiles, les pays insulaires du Pacifique sud se trouvent aujourd'hui confrontés à des menaces et à des défis planétaires qui les dépassent, mais qui leur sont communs et qu'ils doivent affronter ensemble : changement climatique, environnement, sécurité, lutte contre les trafics et le terrorisme, santé publique, télécommunication. Les menaces sont nombreuses et les besoins immenses. Dans ces combats de notre siècle, toutes les énergies sont utiles et précieuses. Le temps n'est plus aux querelles postcoloniales. Qu'on parle anglais ou français, nous sommes d'abord océaniques. Nous partageons la géographie, le climat, la culture et l'histoire. Et surtout, nous vivons tous dans et par le même océan. « *Notre destin commun est en Océanie* » rappelait le Président Édouard Fritch à la tribune du 47^e Forum des Îles du Pacifique le 8 septembre 2016 à Pohnpei. Nous devons travailler ensemble en dépit de nos différences pour protéger notre mère à tous : l'océan, *Te moana nui ā Hiva*.

L'adhésion de la Polynésie française au Forum des Îles du Pacifique est une victoire diplomatique de 1^{re} grandeur dans notre région. Il faut bien sûr rappeler et saluer les efforts des anciens Présidents : Flosse, Temaru et Tong Sang. Chacun a apporté sa pierre à l'édifice. En 2004, nous obtenions le statut de membre observateur et en 2006 celui de membre associé. Mais, la porte du club le plus fermé du Pacifique sud nous restait obstinément interdite. Le Forum, souvenons-nous, est né à Wellington en 1971 à l'initiative de la Nouvelle-Zélande. Cet État océanique anglophone créait le Forum du Pacifique sud à la manière traditionnelle, c'est-à-dire sans charte ni traité, sur parole. C'est ce qu'on appelle la « *Pacific way* » la voie du consensus océanique. Les 7 membres fondateurs furent bientôt rejoints par les 9 autres États insulaires de la région. Un Forum est un lieu, un espace où l'on peut discuter librement entre personnes intéressées par un même sujet. À cette époque, le sujet qui intéressait le plus les océaniques anglophones - *ce qui fut d'ailleurs le socle fondateur du Forum du Pacifique sud* - était leur opposition farouche et déterminée aux essais nucléaires français aux Tuamotu. Ce sentiment antifrançais a culminé en 1985 avec le sabotage du Rainbow Warrior dans le port d'Auckland. Le Forum du Pacifique sud était un club politique exclusivement anglo-saxon dont les membres sont étroitement liés par une langue, une histoire et des intérêts communs ainsi qu'une relative proximité géographique. Pourtant, le principal ciment de cette union était le rejet du nucléaire et de la France. Le « *French bashing* » y était le passe-temps préféré. Faire admettre un membre francophone dans ce groupe tenait du surréalisme, de l'impensable. L'arrêt des essais nucléaires en 1996 détendit l'atmosphère, mais on restait méfiants. Ils avaient déjà repris une fois, après 3 ans d'interruption. En 1999, une porte s'ouvrit. Le Forum changea de nom. Le Forum du Pacifique sud devint « le Forum des Îles du Pacifique ». La nuance est subtile mais on pouvait y voir, en filigrane, qu'il était désormais potentiellement ouvert à toutes les îles du Pacifique.

En 2005, à Port Moresby, le Forum des Îles du Pacifique, lequel n'était jusque-là qu'une réunion informelle de dirigeants politiques avec un secrétariat permanent installé à Fidji, fut formalisé et structuré comme une véritable organisation internationale dotée de statuts et reconnu comme tel. C'est finalement Édouard Fritch qui a gravi la dernière marche de cette « *Orohena* » [NDT, *point culminant de Tahiti*] » diplomatique. C'est lui qui a planté le drapeau de notre pays sur ce sommet jusqu'alors inaccessible. Il a bénéficié d'une conjoncture favorable, c'est vrai, mais la vague était belle et, en bon Polynésien, il a surfé parfaitement. Il a trouvé le temps et les mots, il a su nouer de bonnes relations et agir de manière à faire comprendre à nos cousins anglophones qu'ils avaient le plus grand intérêt à nous accueillir enfin parmi eux d'égal à égal. Ce succès ouvre de nouvelles perspectives encore mal définies, certes, mais prometteuses dans de nombreux domaines. Il témoigne de l'évolution positive des rapports entre anglophones et francophones en Océanie mais c'est aussi la reconnaissance internationale de notre autonomie. Il faudra certainement quelques années pour que cette nouvelle

intégration produise ses pleins effets. Les plaies sont parfois mal cicatrisées, les rancœurs et les mauvais souvenirs encore tenaces dans certains milieux. Les différences de langue, de culture politique et administrative, l'éloignement sont autant d'obstacles qui compliquent les procédures et les relations. Mais elles seront écartées avec le temps. Le plus important est que la confiance soit rétablie entre océaniens de l'Est comme de l'Ouest, anglophones et francophones. Pour se faire entendre et pour protéger leurs intérêts voire leur survie, les peuples du Pacifique ont aujourd'hui besoin de toutes les forces et de toutes les voix disponibles. Celles de la Polynésie française n'ont jamais failli à leurs côtés comme ce fut notamment le cas en décembre 2015 lors de la COP 21. Dans quelques jours, notre Président Édouard Fritch représentera la Polynésie française parmi ses pairs lors du 48^e Forum qui se tiendra à Apia du 4 au 8 septembre. Il siègera notamment au Forum « Leaders meeting », le sommet annuel des chefs de gouvernement. Toutefois, notre pays ne sera véritable membre de plein droit du Forum que lorsque la procédure officielle d'adhésion aura été complétée. La délibération qui nous est soumise aujourd'hui est une étape cruciale de cette procédure et je vous encourage, mes chers collègues, à la soutenir à l'unanimité.

En fait, cette affaire du Forum, on pourrait peut-être la résumer en quelques mots, avec les Présidents successifs qui ont fait la demande officielle d'entrer au Forum. Gaston a caressé l'espoir d'y entrer, Oscar lui a fait une cour effrénée au point de la fantasmer tous les jours. Édouard l'a eu. Pardon, Édouard l'a fait. Et dans les classes de nos élèves anglophones, je les entends dire déjà « *He did it* ».

Merci de votre attention.

Le président : Merci, M. le représentant.

M. le Président de la Polynésie, vous avez la parole.

M. Édouard Fritch : M. le président, je voudrais remercier tous les intervenants. Vous comprendrez que je remercierai tout particulièrement le dernier intervenant qui nous a rappelé l'histoire du Forum depuis sa création, son évolution et notre positionnement vis-à-vis de ce Forum. Je pense que l'on devrait quand même être fiers. Ma 1^{re} pensée, lorsque le séminaire des chefs de gouvernement fut terminé en Micronésie et qu'on nous a annoncé que nous étions enfin membre à part entière, est allée à nos anciens Présidents. Naturellement, le Président Oscar Temaru, parce que je crois que sa 1^{re} rencontre, lorsqu'il fut Président était avec le ministre des affaires étrangères, M. Barnier, pour sensibiliser l'État sur notre volonté de vouloir adhérer à ce qui est essentiel pour le Pacifique, à savoir une table ronde où nous pourrions nous retrouver tous, sans les autres, c'est-à-dire sans la France. Et comme vous le savez, cette table ronde associe, à part les pays océaniques, ceux qui sont semblables à nous, la Nouvelle-Zélande et l'Australie.

Et effectivement, ces 2 pays n'ont pas toujours été très favorables à notre entrée dans le Forum pour diverses raisons qui ont été rappelées ici. Pas pour des raisons administratives mais pour des raisons politiques.

Je voudrais vous dire aujourd'hui, si nous sommes arrivés là, ce n'est pas la France qui a demandé. Je ne sais pas pourquoi vous parlez de la France, vous êtes obnubilés par la France. La France n'a rien à voir ! L'article 74 de la Constitution de la République française n'a pas été débattu ! En tous les cas, depuis 2010 où je participe régulièrement aux réunions du Forum, on ne parle pas de l'article 74 de la Constitution de la République française et, à la limite, même pas de l'article 73 qui est dans la Charte des Nations unies !

Le Forum s'est posé la question sur le fait ou pas que la Polynésie s'administre. Sommes-nous les 1^{ers} à contester le fait que nous nous administrions nous-mêmes ? Sommes-nous les seuls effectivement à dire « *Non ! Impossible, nous ne nous administrerons pas, ce sont les français qui administrent chez nous.* » On décide de notre budget, on décide de lever des impôts, on décide de créer des impôts, mais on dit « *Non, ce n'est pas nous, ce sont les français.* » Aujourd'hui, merci Seigneur, ils ont enfin compris ce qu'est l'autonomie. Ils ont enfin compris que nous prenons des décisions dans ce pays !

Bien sûr qu'il y a l'État français. Bien sûr qu'il y a des compétences qui ne sont pas encore les nôtres. Mais ils savent aussi qu'il y a des compétences qui sont aujourd'hui les nôtres et que nous n'assumons pas ! Et en particulier depuis 2004. C'est nous-mêmes aujourd'hui qui allons chipoter. On est en train de faire une opération chirurgicale sur une mouche avec des gants de boxe. Alors c'est vrai, je ne vous cache pas qu'avec certains collègues calédoniens, la question s'est posée. Faut-il que l'on puisse adhérer aujourd'hui au Forum alors que l'année prochaine, il y a un référendum qui s'organise en Nouvelle-Calédonie sur l'avenir de ce pays ? Indépendance ou pas ? Je ne vous cache pas non plus que dans mes rencontres bilatérales, j'ai demandé à ce que seule la Polynésie puisse rentrer au Forum avant la Calédonie et laisser la Calédonie en 2019. Dans la conception de nos amis du Forum, les 2 pays doivent cheminer ensemble. C'est pour ça que l'on s'est retrouvés tous les 2 aujourd'hui membres du Forum. Mais je vous assure que je n'ai rien vendu de mon pays pour qu'il soit accepté au Forum. Aujourd'hui, vous opposer à l'entrée de la Polynésie au Forum, c'est vous opposer à l'unanimité qui s'est créée au sein du Forum pour nous accepter de rentrer au Forum ! Je ne sais pas si vous vous rendez compte. Tous ont admis. Jusqu'au mois de juin dernier, il y a eu la préparation du 48^e Forum qui doit se tenir à Apia au Samoa occidental. La réunion des ministres de l'intérieur à Fidji a confirmé que nous sommes membres du Forum. Et ils ont appelé les différents ministres à respecter le fait que nous sommes membres du Forum. La procédure est en train de se faire pour terminer, mais nous sommes aujourd'hui un membre du Forum. J'entends dire effectivement dans les médias « *oui, mais ce n'est pas tout à fait, c'est un peu dedans, pas complètement dedans...* » *chers amis*, ou on est dedans ou on est dehors ! On ne peut pas être à moitié dedans. C'est une conception franco-tahitienne. (*Rires*) Nous sommes membres du Forum ! Mais effectivement, j'estime aujourd'hui que ce n'est pas l'étape diplomatique qui va venir après qui va sceller notre adhésion au Forum, c'est votre volonté à vous.

Lorsque nous étions à Hawaï l'année dernière, pour la réunion sur les océans, j'ai rencontré le 1^{er} ministre de Solomon, parce que je sais que le 1^{er} ministre de Solomon a été effectivement un de nos soutiens pour la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays non-autonomes, M. Sogavare. Je lui ai posé la question avant que nous allions à Pohnpei : est-ce que ce serait gênant pour les Solomon qu'aujourd'hui la Polynésie rentre au Forum ? Ce même Monsieur qui nous a soutenu à l'ONU m'a dit « *aucune objection pour moi, nous souhaitons tous travailler avec la Polynésie française et enfin pouvoir réunir together around the table.* » Que nous soyons enfin tous réunis autour de la même table. Voilà, c'est l'état d'esprit aujourd'hui. Mais je vous assure que je n'ai pas utilisé la France ou que la France ne m'utilise pas. Qu'est-ce que vous voulez que la France, membre de la Communauté européenne, aille avec les petits pays ? La France est sollicitée. C'est vrai qu'elle a un grand rôle à jouer dans le Pacifique. Elle est fortement sollicitée pour la surveillance de la zone. Elle est fortement sollicitée pour tout ce qui est « principe sécuritaire ». Vous savez, nous avons reçu ici tous les chefs d'armées du Pacifique qui viennent se réunir chez nous. Mais la France n'a rien à voir dans ce processus. Je vous assure qu'ils n'en ont rien à faire. Que nous soyons ou pas membres du Forum. Bien sûr que - *et c'est ce qui me réjouit* - eux-mêmes ont donné un avis favorable. On va pas, nous, chipoter sur la nature de l'accord que la France nous donne aujourd'hui. Les amis, si nous sommes membres du Forum aujourd'hui, je ne pense pas qu'à nous. Je pense que l'avenir de la Polynésie - *et je suis intimement persuadé* - se jouera aussi au niveau du Pacifique. Nous allons entamer des problèmes difficile à gérer : le réchauffement climatique, la gestion des océans.

Lorsque la COP 23 a été lancée à Hawaï au mois de juin dernier avec les membres de la communauté du Pacifique, nous étions les seuls avec Kiribati à honorer de notre présence auprès de Fidji le lancement de cette opération. Je vous assure qu'il nous suffit de nous montrer intéressés, c'est ce que je vous ai dit tout à l'heure. Il faut que nous nous intéressions non seulement aux problèmes politiques posés par le Forum, mais aussi aux problèmes économiques et environnementaux. Et puis, surtout, je pense que nous devons tenir notre place dans cet échiquier qui est important pour nous tous. Aujourd'hui, nous sommes autour de cette table ronde. Comme vous le savez, parce que la presse en a fait état il y a 2 ans de cela, j'ai été avec certains pays signataires aussi de la création du Forum. Le développement économique des pays indépendants du Pacifique a été lancé par le 1^{er} ministre Bainimarama aux Fidji. Nous étions dans les 5 1^{ers} à avoir dit « oui ». Parce que Bainimarama et Fidji avaient des problèmes avec ses amis du Forum. Tout ça pour vous dire que là où nous pourrons jouer

un rôle, là où nous pourrions être utiles dans ce concert des pays du Pacifique, allons-y. Je pense que l'on n'a pas beaucoup à perdre mais que l'on a beaucoup plus à gagner.

Donc, c'est bien que vous vous absteniez. C'est mieux si vous votiez pour. C'est bien que vous vous absteniez mais enfin, de toute façon, on aura une majorité pour. J'annoncerai à Apia que la Polynésie a dit « oui », mais j'aurais tellement aimé dire que c'est toute la Polynésie qui porte ce projet d'adhésion au Forum. Ce serait tellement mieux pour nous tous. Merci.

Le président : Merci. Je vous invite à examiner l'article 1^{er} de la délibération. Y a-t-il des interventions ? M. Temaru, vous avez souhaité intervenir, vous avez la parole.

M. Oscar Manutahi Temaru : *Monsieur le président, merci. Messieurs du gouvernement, bonjour. Chers collègues élus, à tous, bonjour.*

On dit que, derrière un mot il y a une signification. Hier, nous étions ; demain, nous serons. Si on revient un peu en arrière, par rapport à la question de l'autonomie, je dirai que la poule qui a pondu cet œuf ne s'est pas occupée de le couvrir mais que c'est plutôt celui qui s'y est toujours opposé qui s'est occupé de le couvrir. Et je pense que notre problème se situe à ce niveau-là. Nous oublions en fait qui nous sommes. Hier, nous étions ; demain, nous serons. Nous sommes un peuple. Au lieu de vendre notre patrie, nous devons construire notre État dans la sérénité, et nous devons rester sereins. Ce que je cherche véritablement c'est que l'on soit unanime sur cette question. Ce matin, je suis ravi de votre intervention, Monsieur le Président ; j'en ai déduit que vous commencez à comprendre. Mais, il reste une dernière étape à franchir. Faites donc le pas ! Nous sommes le peuple polynésien. Nous ne sommes pas français ! Il n'y a pas mieux que les Polynésiens pour aimer les Polynésiens. Et ça, c'est grâce à ce que nos ancêtres nous ont légué, la terre. Nous avons nos aliments, nos aliments d'origine animale. Nous avons nos us et coutumes, nos poèmes, notre culture, notre identité. Revenons à tout cela !

Depuis le début de l'autonomie, nous n'avons cessé de nous (NDT, nous exclusif) y opposer, et c'est encore le cas aujourd'hui. Une signification, un mot. Derrière un mot il y a une signification. Vous savez, le droit de souveraineté. C'est ce droit que l'État français garde entre ses mains. Ils sont très proches de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie. Et ce qui compte pour eux, c'est de rester dans la zone d'influence La France accepte de nous laisser danser comme bon nous semble, mais il y a une limite. Les danseuses de la France ! Devons-nous en rester là ? J'attends de vous, Monsieur le Président, que vous nous disiez qu'il reste une dernière étape à franchir. Je vous promets que nous le ferons ensemble. D'autant plus que nous pouvons agir maintenant même. Et lorsque nous irons à New York au mois d'octobre pour dire au monde entier que nous sommes Mā'ohi nui, que Mā'ohi nui est un pays indépendant... Vous serez notre Président. Je n'y vois aucun inconvénient ! Quant à moi, je resterai peut-être premier ministre. Je ne sais pas. (Rires dans la salle.) Et là, ce serait l'apothéose ! Au lieu de rester ces danseuses (Le président : « Merci. ») de la France, je ne vous dis pas. (Le président : « Merci. ») Un manchot, ce serait mieux ! C'est un animal qui supporte le froid. Le mâle couve l'œuf pendant plusieurs mois (Le président : « Merci. ») et quand le poussin est assez grand, il devient indépendant de ses parents. C'est la nature même de l'homme. C'est la nature même d'un peuple. Un peuple ne peut pas rester mineur toute sa vie, ce n'est pas possible.

Je vous remercie.

Le président : Merci.

M^{me} Manutahi Levy-Agami.

M^{me} Sandra Manutahi Levy-Agami : Merci, M. le président. M. le Président de la Polynésie française, merci beaucoup pour vos explications. Il nous manquait un certain nombre d'éléments et au nom du groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA, je vous déclare que nous voterons favorablement à votre

proposition à la lumière des éléments que vous nous avez apportés et qu'il manquait en effet dans ce dossier pour nous permettre de prendre position dès l'ouverture de la séance. *Merci.*

Le président : Merci.

M^{me} Iriti.

M^{me} Teura Iriti : *Merci, Monsieur le président. Monsieur le Président du pays, Mesdames et Messieurs du gouvernement, bonjour. À tous ici présents, bien le bonjour.*

Sur ce premier dossier, j'ai été attentive à l'intervention de notre ancien Président, Monsieur Oscar Temaru. Pour ma part, je dirai que nous nous sommes peut-être trompés, car le véritable problème, c'est ici qu'il se trouve. Sommes-nous pour ou contre l'autonomie ? Voilà le problème. Nous, c'est bien l'autonomie que nous prônons. Mais, ce qui nous réjouit aujourd'hui c'est que nous soyons membre du Forum du Pacifique. Par contre, Monsieur le président, si nous en sommes membre, c'est bien pour défendre nos intérêts. C'est ce qui suscite notre inquiétude. Nous ne devons pas être le porte-parole de l'État français. C'est tout. Mais s'agissant de la satisfaction que nous éprouvons s'agissant de notre appartenance au Forum, elle est bien présente. Car c'était aussi un combat de notre Président Gaston Flosse. Et aujourd'hui, on y est arrivé. Merci. Cependant — Monsieur le président, je vais me répéter — veillons à défendre nos intérêts et à ne pas servir de marionnette.

C'est tout. Je vous remercie.

Le président : Merci.

M. Buillard.

M. Michel Buillard : *Non, je souhaitais juste saluer la décision prise par le TAHOERA'A HUIRAATIRA. Nous pouvons nous en réjouir aujourd'hui. Il n'y qu'une seule chose qui pose problème dans ce que nous a dit notre collègue, le Président Oscar Temaru. En effet, lorsqu'il parle de Mā'ohi Nui, nous avons l'impression que ça ne concerne que vous deux. Ainsi, selon lui, vous pourriez être Président, et lui, Premier ministre. et le Vieux, que devient-il dans tout ça ? (Rires) On n'arrivera décidément pas à s'entendre. Réfléchissez-y ! Vous l'aurez compris, il s'agissait d'une boutade, hein.*

M. Edouard Fritch : *Merci* président. Je voudrais remercier les intervenants, remercier le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA, remercier le président Oscar Temaru, président du TAHOERA'A HUIRAATIRA.

Nous parlerons en d'autres lieux du nombre de pas qu'il reste à faire pour arriver. Vous savez, je le dis ouvertement : bien sûr que ce pays, un jour, exercera toute sa souveraineté et surtout prendra toutes ses responsabilités pour assurer cette souveraineté. C'est important, naturellement, que les Polynésiens soient préparés et que nous soyons tous préparés à cela. Mais, là où le président Temaru m'a un peu déboussolé, c'est quand il a parlé de cette poule qui a pondu un œuf et dont il recherche aujourd'hui la paternité. Parce que moi, quand j'étais jeune et que j'allais voler les œufs, je ne cherchais pas à savoir d'où venaient les œufs et qui était la poule qui avait pondu l'œuf. Je vous assure que je prenais l'œuf et que je partais avec. (Rires dans l'assemblée) *Merci.*

Le président : Merci.

Je mets aux voix l'article 1^{er}. Qui est pour ?... 47 voix pour. Qui s'abstient ?... 10 abstentions.

Article 2, même vote ?

Article 3, même vote.

Sur l'ensemble de la délibération, même vote.

La délibération est adoptée par 47 voix pour et 10 abstentions.

Chers collègues, je vous remercie.

Chers collègues, pour les 3 dossiers suivants, nous n'aurons pas les interventions du CESC puisqu'ils sont actuellement en séance plénière.

RAPPORT N° 30-2017 RELATIF À UN PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU SCHÉMA DIRECTEUR DES TRANSPORTS COLLECTIFS ET DÉPLACEMENTS DURABLES DE L'ÎLE DE TAHITI (Cf. annexe)

Le président : Chers collègues, je vous invite à examiner le rapport suivant : le rapport n° 30-2017 relatif à un projet de délibération portant approbation du schéma directeur des transports collectifs et déplacements durables de l'île de Tahiti.

Je vais inviter d'ores et déjà le rapporteur du rapport afin de faire part notamment des éléments de discussion en commission des transports. M. Joseph Ah-Scha.

M. Joseph Ah-Scha : M. le Président de la Polynésie française, M. le président de l'assemblée de la Polynésie française, MM. les ministres, chers collègues, Mesdames et Messieurs, *bonjour*.

Voilà un dossier important, très attendu surtout quand on connaît tous les problèmes récurrents liés à ce dossier. En tout cas, les réunions d'information tenues le 9 novembre 2016 et les travaux en commission du 9 mars 2017 ont permis de mettre en évidence 3 problèmes majeurs à traiter qui figurent dans le schéma directeur. À savoir la congestion des réseaux, l'absence d'aménagement facilitant la circulation des transports en commun et l'insuffisance de moyens alloués aux réseaux des transports publics. Ce qui nécessite un plan d'action à court, moyen et long terme réparti sur 4 axes de travail. À savoir : l'axe 1, engager un projet de transports publics viable et répondant aux besoins de la population. Axe 2, réaliser les aménagements nécessaires à la mise en œuvre du projet de transports. Axe 3, mettre en place les dispositifs matériels facilitant l'usage des transports publics. Axe 4, programmer, suivre et accompagner la mise en œuvre du schéma directeur. 22 actions sont réparties dans le temps pour mener à bien ces 4 grands axes de travail. À court terme jusqu'en 2020, moyen terme 2025 et à long terme jusqu'en 2030 / 2035. Vous voyez, chers collègues, le schéma directeur des transports durables collectifs, même si c'est un problème qui ne touche que l'île de Tahiti - *heureusement, sinon le problème serait multiplié par 5* - n'est pas un schéma figé mais au contraire qui évolue dans le temps et suivant les besoins de la population. *Merci*.

Le président : Merci, M. le rapporteur. Pour la discussion générale, nous disposons à nouveau de 60 minutes et nous procéderons de la manière suivante : 1^{re} intervention du groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA, suivi du groupe RMA et nous terminerons par le groupe UPLD.

Pour le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA, M. Temauri.

M. Jean Temauri : M. le président de l'assemblée, M. le Président du gouvernement, chers collègues représentants, *Bonjour*.

Ainsi donc, après le transport interinsulaire, nous voici sur le point d'aborder la question épineuse de nos transports collectifs sur Tahiti. Toujours évoqué comme étant problématique pour nos usagers polynésiens, otages d'une liaison irrégulière, insuffisante voire inadaptée, le transport collectif polynésien n'a jamais réellement été traité. Pourtant, c'est dès 1997 que le gouvernement a entrepris d'engager une 1^{re} réflexion sur la réforme et la modernisation du transport collectif sur l'île de Tahiti. Cette réflexion portait déjà du constat accablant de l'inéligibilité des lignes, du non-respect des

horaires, de l'absence de desserte de certaines vallées et lotissements, de l'insécurité et de l'inconfort des véhicules.

Le schéma directeur qui nous est présenté aujourd'hui, entamé en 2015 et dont la réalisation a été confiée au groupe Egis Systra Pae Tai Pae Uta, présente 20 ans après le même constat. Plus précisément, 3 problématiques majeures ont pu être identifiées, à savoir : une gestion des réseaux, l'absence d'aménagement facilitant la circulation des transports communs et l'insuffisance des moyens alloués aux transports publics.

Nous ne connaissons que trop bien la situation pour y être confrontés chaque matin. Le littoral de Tahiti est en effet devenu, au fil des années, un vaste territoire urbain sous l'influence de la grande ville Papeete. Toute l'île porte dès lors les stigmates d'une urbanisation non maîtrisée qui a été accompagnée par une politique de transport uniquement basée sur la mise en place d'infrastructures de type « voie rapide ». Il faut ajouter à cela une faille générale des transports collectifs urbains, totalement non attractifs et un déficit d'aménagements de base : trottoirs, traversées, jalonnements, éclairages. Tous ces paramètres mis bout à bout ont conduit à rendre la population de Tahiti complètement captive de l'automobile.

Parvenir à renverser cette tendance, c'est un peu l'objectif poursuivi aujourd'hui et espéré à travers cette stratégie politique pour le développement de nos transports collectifs. Que nous est-il donc proposé à travers ce schéma directeur des transports collectifs ? Tout d'abord, il faudrait proposer d'organiser et de mieux encadrer les horaires de passage selon les besoins existant de la population. De mettre en circulation différents types de bus adaptés en fonction des conditions d'accès dans les quartiers par exemple, des catégories de voyageurs (tourisme, PMR) et de la manière la moins dommageable pour l'environnement. D'encourager les Polynésiens à changer leur comportement et à utiliser davantage les transports publics et les transports collectifs scolaires par des moyens incitatifs ou attractifs. Et enfin, opter pour des aménagements plus adaptés, des arrêts de bus clairement identifiés, protégés confortablement. Voici, *grosso modo*, quelques grandes lignes de ce schéma qui ne restent qu'une base de travail, un point de départ avant de terminer les projets à mettre en œuvre concrètement et leur mode de financement. Car, en effet, résoudre la grande problématique du transport collectif demande des investissements colossaux. On touche en effet là au réseau routier, au renouvellement des aménagements et encore de nos bus. Que l'on crée une voie réservée aux bus, que l'on opte pour un tramway, des trucks écolo ou des navettes maritimes, le choix des projets à amener dans ce domaine se fera indéniablement en fonction des investisseurs qui souhaiteraient s'y engager. À charge dès lors au pays d'offrir toutes les garanties nécessaires pour permettre le lancement de ce projet. Un énième appel à projet dont il est si friand, d'ailleurs, notre gouvernement. Quoi qu'il en soit, il convient de rester réalisable et d'opérer des choix en concertation avec les professionnels et les usagers. Parier sur un changement de comportement des Polynésiens est raisonnablement jouable à condition d'offrir les garanties de sécurité des voies piétonnes ou cyclables ainsi qu'un minimum de confort et de régularité des transports collectifs. Je vous remercie.

Le président : Merci, M. le représentant.

Pour le groupe RMA, M^{me} Puhetini.

M^{me} Sylvana Puhetini : Merci, M. le président. M. le Président du pays, M. le ministre, chers collègues, les collaborateurs, la presse, *bonjour*.

Aujourd'hui, il s'agit pour nous d'approuver le schéma directeur des transports collectifs et déplacements durables de l'île de Tahiti qui est un document de programmation avec des actions à mettre en place à 5, 10 et 20 ans. Ce document a été élaboré à partir d'un diagnostic réalisé en concertation avec tous les acteurs concernés, que ce soit les usagers bien sûr, mais aussi le pays, l'État et les communes. Il est toutefois bien évident que l'application de ce schéma directeur est suspendue à la fin de la délégation de service public qui est prévue en décembre de cette année. Autrement dit, on

est déjà en retard, mais les derniers détails sont en train de se régler par le dialogue avec les 3 opérateurs de DSP.

Des ajustements doivent en effet être opérés et une communication doit être faite en conseil des ministres pour trancher sur différentes positions, comme notamment celle consistant à vouloir transformer les 3 zones distinctes qui existent actuellement en une zone unique. Se pose également la question du volet « financement » de cette DSP dont l'accompagnement a été évalué à 800 millions de francs, les taxes gazole comprises. Car il faut que le pays accompagne ses délégataires, sinon on se retrouvera dans la situation que l'on connaît aujourd'hui où l'opérateur privé ne renouvelle pas ses bus car son 1^{er} souci reste la rentabilité - *ce qui est normal mais c'est la qualité de service public qui en pâtit et les usagers qui sont lésés*. À court terme, mettre en place des voies réservées partielles pour les bus ne permettrait pas un report significatif d'après les études menées. Autrement dit, peu d'usagers de la voiture basculeraient vers les transports en commun. Ce n'est pas suffisamment attractif et cela serait finalement plus gênant pour les automobilistes qu'efficace pour les transports en commun.

Donc pour disposer d'un aménagement qui facilite la progression des bus dans la ville, le schéma directeur nous propose un transport en commun en site propre. C'est un projet à long terme qui demande des études et donc du temps, mais qui nécessite aussi un portage politique car il y a forcément un impact foncier et il ne s'agit pas de planter 2 ou 3 bougainvilliers par-ci ou de mettre un coup de peinture par-là. Aujourd'hui, il faut penser global et à plus long terme. En effet, les spécialistes du développement durable mettent en avant l'intermodalité, c'est-à-dire que les usagers puissent prendre leur voiture, la garer dans un parking pour ensuite pouvoir prendre le bus. La prime aux véhicules propres que nous avons votée ici-même il y a quelques mois participe également à offrir un meilleur environnement au regard de l'impact sanitaire, quand on sait que les voitures les plus anciennes produisent la majeure partie des polluants locaux, comme le soufre et les particules dangereuses pour la santé et des polluants globaux comme le gaz carbonique qui ont surtout un impact au niveau du réchauffement climatique. Pour mettre en place les pôles multimodaux, il faut disposer d'au moins 1 hectare de foncier et l'emprise actuelle de la gare routière d'Outumaoro est insuffisante. Cela demande beaucoup de concertation avec la commune de Punaauia. Des réunions ont déjà eu lieu et quelques parcelles sont encore à l'étude pour l'instant. D'autant que le projet Mahana Beach ayant été revu à la baisse, il devrait consommer moins de foncier et ainsi libérer des parcelles.

Que ce soit pour les résidents ou pour les touristes, il y a un véritable enjeu de pouvoir se déplacer de manière fiable sur l'île de Tahiti. La stratégie de développement touristique de la Polynésie française prévoit, d'ailleurs, dans ses actions à l'horizon 2020 de créer un transport en commun sur l'île de Tahiti avec des arrêts visibles, des horaires réguliers et étendus, et une desserte fiable. S'agissant de la fiabilité des horaires, c'est prévu dans la future délégation de service public d'où l'effort de financement de 800 millions dont je parlais plus haut qui servira à payer des bus et des nouvelles dessertes, mais aussi à développer, enfin, une stratégie ambitieuse en termes de marketing et de communication pour une meilleure information des voyageurs.

Je terminerai en saluant l'initiative de la direction des transports terrestres qui doit travailler avec un étudiant spécialiste de la maîtrise d'énergie sur l'émission et la performance des véhicules. Cet étudiant mènera un travail en profondeur sur la question de nos bons vieux trucks qu'il faut mettre aux normes avec un châssis renouvelé. Car on est tous d'accord pour dire que ces trucks font partie intégrante de notre patrimoine culturel et qu'il faut réfléchir à les adapter aux transports en commun du futur.

Voilà, chers collègues, les quelques réflexions que je souhaitais partager avec vous et je vous invite à approuver ce projet de délibération qui pose les bases du schéma directeur de nos transports en commun coïncidant avec l'échéance des délégations de services publics en cours. Merci de votre attention.

Le président : Merci, M^{me} la représentante. Pour le groupe UPLD, M^{me} Cross.

M^{me} Valentina Cross : Merci, M. le président. M. le Président, M. le ministre, mes chers collègues,
Bonjour.

Dans le cadre d'une lettre du 26 août 2016, le Président de la Polynésie française a transmis à l'assemblée de Polynésie aux fins d'examen un projet de délibération portant approbation du schéma directeur des transports publics et déplacements durables de l'île de Tahiti. Le gouvernement indique dans son exposé des motifs que l'assistance technique pour la réalisation de ce schéma directeur a été confiée au groupement Egis Systra Pae Tai Pae Uta avec livraison d'un document après un an et demi d'étude, de recherches mais également d'une large concertation. Il s'agit en effet de répondre aux préoccupations des usagers des transports en commun en intégrant également les attentes de ceux qui voudraient bien utiliser les transports en commun, sachant que le développement des transports collectifs est un enjeu important pour le pays. Partant du constat général d'un mauvais fonctionnement des transports en commun partagé par tout le monde, la démarche du gouvernement s'est inscrite dans la concertation avec les représentants de l'État, des communes de l'île de Tahiti ou encore des usagers au travers de nombreux entretiens, ateliers de travail, comités de suivi, comités de pilotage permettant ainsi l'élaboration du schéma directeur des transports publics. Après avoir identifié les principales raisons des dysfonctionnements actuels comme la congestion des réseaux, l'absence d'aménagement facilitant la circulation des bus et l'insuffisance allouée au réseau du transport public, il a surtout été question de déterminer un programme pour des solutions concrètes avec 4 grands axes en déclinant les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins de déplacement de la population et pour accompagner les projets de développement économique, touristique et de transport du territoire. Quand bien même, le schéma directeur des transports collectifs et déplacements durables de l'île de Tahiti a pour objet de présenter les objectifs et orientations qui constitueront le cadre de la politique des transports publics du territoire pour les 20 prochaines années.

S'agissant de l'axe 1, qui porte sur l'engagement d'un projet de transports publics viable et répondant aux besoins de la population, c'est une refonte de l'ensemble du réseau de transports en commun qui a paru nécessaire. Pour desservir au mieux les bassins de population avec l'élaboration par les bureaux d'études d'un nouveau plan de réseau plus efficace, avec, notamment, la suppression des doublons nuisant à la lisibilité générale du réseau du transport en commun et qui permettrait à 15 000 nouvelles personnes de prendre le bus près de leur domicile. Principalement dans les communes de Mahina Pirae, Puna'auia et Faa'a.

Quant à l'axe 2, concernant la réalisation des aménagements nécessaires à la mise en œuvre du projet de transports, il s'agit de convaincre une partie des usagers motorisés à choisir le bus par l'implantation de nouvelles infrastructures et la construction d'aménagements ponctuels, avec notamment des parkings-relais et des cheminements piétons. L'objectif à long terme étant de mettre en place un transport en commun en site propre en zone urbaine, c'est-à-dire à Punaauia-Arue, qui aurait pour effet d'inciter une partie des automobilistes à transiter vers un système de transports en commun rapide et fiable, ce qui n'est pas du tout le cas actuellement.

Sur l'axe 3 portant sur la mise en place des dispositifs et matériels facilitant l'usage des transports publics, le schéma directeur préconise d'investir dans des parcs de véhicules sûrs et adaptés aux différentes zones de déplacement, avec par exemple des minibus pour la desserte des zones escarpées et montagneuses, comme dans la commune de Punaauia et en améliorant les dessertes de proximité outre la fréquence des bus. Un tel investissement doit s'accompagner de préconisations relatives à la billettique, à une tarification adaptée et une information de qualité à l'adresse des voyageurs.

Avec l'axe 4, il s'agit de programmer pour accompagner la mise en œuvre du schéma directeur avec des actions bien déterminées, comme, par exemple, organiser les dispositifs pour améliorer la connaissance des déplacements et adapter la politique des transports aux besoins. Mais également assurer un financement pérenne des transports publics. Ou encore, assurer des actions de communication à chaque réalisation les rattachant au projet du schéma directeur.

Le gouvernement considère que la mise en place du programme d'action du schéma directeur étalée sur 20 ans et des efforts de financement permettront une hausse de la fréquentation dès 2020, consécutive à l'amélioration de l'offre et de la qualité de service. Alors qu'actuellement, les bus qui desservent, par exemple, la Presqu'île sont vraiment dans un état lamentable et à un moment, ça craint, et souvent en panne, obligeant les usagers à attendre parfois une heure un autre bus pour rejoindre Papeete ou leur domicile. C'est une réalité que vivent actuellement les usagers des transports en commun de la Presqu'île et je vais vous inviter aussi un jour à venir prendre le bus à partir de Papeari ou Matahiva.

Enfin, le gouvernement estime, avec ce schéma directeur pragmatique et ambitieux, qu'en 2030 ce seront 5 800 000 voyageurs par an qui fréquenteront le réseau des transports publics. Lors de la réunion de la commission de l'équipement, de l'urbanisme, de l'énergie et des transports terrestres du 30 mars dernier, il a été rappelé que le présent dossier porte sur le schéma directeur qui établit le paysage du transport en commun - *pour reprendre les propos de M^{me} la Directrice des transports terrestres* - et non sur sa mise en œuvre par rapport à la délégation de service public avec 3 opérateurs pour 3 zones distinctes dont les délégations se terminent en principe le 27 décembre prochain après une 1^{re} prorogation.

Ce que nous pouvons retenir de cette réunion de la commission, c'est qu'effectivement, comme l'a dit M^{me} Puhetini, nous avons parlé des trucks, de nos fameux trucks qui ont une importance patrimoniale. Mais nous avons parlé également des horaires, les horaires à respecter si nous voulons véritablement que le transport en commun soit performant et attractif pour la population, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Nous avons parlé également sur ces voies réservées avec le gros verrou qu'est le problème foncier mais également la forte résistance des personnes qui seraient concernées par une expropriation foncière. Nous avons parlé du réseau routier, avec des arrêts de bus, des abribus ou encore des aménagements à faire autour des écoles, des collèges, des lycées. Nous avons également beaucoup parlé de l'état des routes qu'il faut régulièrement refaire à cause des gros poids lourds. Voilà, nous avons parlé de tout ça. Mais ce que je retiendrai, c'est que nous avons été loin d'une réflexion tendant vers un transport en commun écologique, c'est-à-dire avec des bus par exemple qui consomment des combustibles fossiles, surtout à l'heure où tout le monde parle de COP 21, de réchauffement climatique et que nous allons subir immanquablement dans les années à venir.

Alors, on peut aussi se demander, à l'exemple de la distribution publique de l'énergie électrique, est-ce qu'il y aurait des intérêts financiers que l'on chercherait à défendre, pour ne pas opter, par exemple, pour un projet de tram aérien, c'est-à-dire transport par câble et télécabines comme mode de transport possible en site propre ? Sachant que ce mode de transport par télécabines en zone urbaine s'est considérablement développé de par le monde. Et pourtant, nous ne pouvons pas nier les atouts d'un tel mode de transport. Par exemple, une consommation électrique qui peut être à terme à 100 % d'origine renouvelable. Aucune pollution urbaine pour les usagers et pour les riverains non plus. Et une très faible emprise au sol, une rapidité de mise en œuvre, etc.

Comme les représentants du groupe UPLD l'on fait à l'issue des débats et de l'examen de ce projet de délibération lors de la commission du 30 mars 2017, le groupe entend s'abstenir lors du vote de ce projet de délibération portant approbation du schéma directeur des transports publics et déplacements durables de l'île de Tahiti. Merci.

Le président : Merci, M^{me} la représentante. Nous en avons terminé avec les interventions.

M. le ministre.

M. Luc Faatau : M. le président de l'assemblée, chers collègues, M^{mes} et MM. les représentants de l'assemblée *bonjour*.

M. le président de l'assemblée, vous avez souhaité l'examen du schéma directeur des transports collectifs en séance plénière devant le plus grand nombre d'élus. C'est à mon sens une excellente chose.

C'est aussi le signe tangible que nous partageons la même préoccupation : développer enfin le transport collectif à Tahiti. C'est là notre ambition. Œuvrer en toute transparence et embrasser surtout toute la complexité du sujet pour enfin se donner les moyens de répondre aux attentes de notre population. Un travail de fond, comme tous les groupes l'ont dit, un travail de fond a été réalisé et nous ne pouvons pas en faire l'économie. Ce document vient ainsi combler un vide et cette étape était essentielle. Ce travail de fond a été mené avec des élus et techniciens de l'État, du pays et des communes qui ont participé à construire ce document. Il a fait l'objet d'une large concertation avec les représentants de la société civile et vous venez de le confirmer. Nous en avons besoin pour construire une vision partagée et commune des transports collectifs. Pour nous, ce schéma directeur est avant tout une base de travail, solide, un cadre de référence, une synthèse opérationnelle des actions à mener, programmer et évaluer financièrement pour les 20 prochaines années. Ce qui ne veut pas dire - *entendons-nous bien* - qu'il aura vocation à lui seul de résorber l'ensemble des dysfonctionnements que nous connaissons et ce, dès 2018. Personne ne le pourrait. L'heure n'est plus aux rêves mais aux choix pragmatiques. Discuter en concertation avec les différents acteurs. Je pense aux communes qui sont compétentes en matière de transports communaux, mais aussi à la population et surtout à cette population « défavorisée ». Nous avons également besoin d'actions concrètes qui s'inscrivent dans le temps. Il faut nous défaire de l'idée qu'une solution idéale et sans concession, comme un monorail ou un tram aérien qui a été discuté en commission des transports, viendrait à elle seule résoudre tous nos maux. Sinon la question ne se poserait pas aujourd'hui et aurait déjà été réglée et nous n'aurions pas cet échange. Ils doivent toutefois faire l'objet d'études très approfondies. Nous n'écartons pas ces solutions. La fin des conventions de délégation de service public des transports en commun arrive à grands pas. Il est donc urgent d'opter dès à présent pour une gestion pérenne, garantissant enfin le bon fonctionnement des transports collectifs en Polynésie française. Néanmoins, pour que les usagers puissent bénéficier d'un réseau fiable, sa restructuration doit être réalisée en profondeur. Il ne suffit pas d'établir une convention et espérer qu'un transporteur privé gère seul cette mission d'intérêt général sans nous en soucier. Il nous faut reprendre la main sur ce dossier. Il faut en effet se donner les moyens, surtout, d'accompagner les transporteurs pour améliorer continuellement la qualité de service. Je dirais même qu'il nous faut aussi nous donner les moyens de contrôler. Cela passe par la formation des chauffeurs, par le renouvellement du parc roulant et l'utilisation des nouvelles technologies comme la mise en place de GPS voire même de caméras dans les bus et un système d'information voyageur performant. Cela passe aussi par une compensation financière de lignes non rentables exécutées pour desservir, par exemple, les lotissements sociaux excentrés dont les résidents sont souvent captifs du bus. Et comme souvent pour les grands projets, il faudra nécessairement plusieurs étapes pour mettre en œuvre le plan d'action de ce schéma directeur. Aussi, dès la fin des délégations actuelles de services publics, une amélioration est attendue grâce à une refonte en profondeur du secteur. À terme, les transports collectifs doivent former la colonne vertébrale de l'île, devenir plus durables et réduire l'impact carbone lié aux véhicules.

Aujourd'hui, vous le savez, l'ensemble des usagers est résigné. Les élèves et les étudiants - *je note l'absence de remarques sur le transport scolaire* - ont des difficultés à se fier au bus et ont aussi besoin de ce moyen de transport pour accéder aux soins ou maintenir une vie sociale.

Outre les enjeux socio-économiques, l'aménagement du territoire et l'intérêt touristique, l'enjeu étant bien entendu un report modal significatif par une réappropriation par notre population de ce moyen de transport collectif afin de diminuer la culture du tout véhicule.

Nous avons ainsi les clés pour redynamiser et moderniser le transport public, à condition de se donner les moyens nécessaires à la mise en œuvre de ce schéma directeur. Vous l'aurez compris, je ne propose pas de recette miracle mais un projet pragmatique, un cap pour le développement des transports collectifs à Tahiti ainsi qu'un programme d'action pour poser une à une les pierres de la

réussite de ce projet majeur d'intérêt public que je vous propose d'adopter tous ensemble par voie de délibération.

Pour terminer, je vous ferai remarquer qu'un sujet aussi sensible n'aurait pas eu en d'autres temps sa place dans le calendrier actuel. Mais nous sommes conscients de la difficulté et je salue le courage du gouvernement de mettre ce dossier en ce moment précis à la discussion pour qu'il soit adopté. Merci de votre attention.

Le président : *Merci M. le ministre.*

Chers collègues, je vous invite à examiner le projet de délibération en vous invitant à examiner l'article 1^{er}. Y a-t-il des interventions sur l'article 1^{er} ?... M. Géros.

M. Antony Géros : M. le président, M. le ministre, M^{mes} et MM. chers collègues, *bonjour.*

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'effectivement ce schéma directeur, ce projet de schéma directeur de transports collectifs et déplacements durables de l'île de Tahiti est un projet qui me rappelle un peu les conditions dans lesquelles nous avons adopté le schéma directeur des transports aériens et maritimes interinsulaires. Dans la mesure où on a bien l'impression qu'à la lecture du compte rendu de la commission au cours de laquelle le dossier a été examiné, on a bien compris que les choses étaient un peu sous-tendues par le renouvellement de délégation de service public en cours, qui va devoir être reporté à nouveau jusqu'au mois de décembre, je crois et certainement encore après donc on a un document très intéressant mais qui n'est pas abouti. Et ce n'est pas prématuré que de dire que c'est une étude qui nous a été livrée prématurément. Parce que cette étude qui s'oriente délibérément vers un schéma directeur des transports collectifs routiers, parce que l'on occulte complètement les autres possibilités de déplacement terrestre, a l'inconvénient de souffrir d'un certain nombre d'études qui devraient normalement conforter notre décision. À savoir le schéma directeur du développement de la voirie, urbaine d'abord et ensuite de l'ensemble de l'île. On ne sait pas comment le développement de cette voirie va être effectué pour justement venir harmoniser les perspectives de mise en œuvre du schéma directeur qui nous est présenté ici. Donc en fait, c'est un blanc-seing qu'on nous demande pour accompagner le dispositif afin de permettre de régulariser administrativement les engagements du pays dans le cadre de délégation de service public en cours. Mais c'est quand même un document qui nous laisse un peu pantois, parce que c'est un réel souci, comme on l'a entendu dans votre exposé, que de savoir que nos usagers ne sont pas traités au juste niveau, comme ils le réclament dans le cadre des transports urbains. À côté de cela, nous avons à une certaine époque - *puisque ce dossier est un dossier quand même qui a été évoqué depuis plusieurs années maintenant* - évoqué la possibilité de pouvoir entrevoir un déplacement également par la voie maritime et, me semble-t-il, lorsque j'ai examiné les documents qui nous ont été présentés pour étayer notre réflexion, je me suis rendu compte que délibérément cette voix a été écartée en un paragraphe, 2 petites phrases et un point. Alors que j'aurais aimé, quand même, que les études aient été effectuées, pour avoir, de manière objective, les raisons qui écartent délibérément ce type de solution de la possibilité de pouvoir venir alimenter ce schéma directeur du transport collectif.

Ensuite, l'horizon de perspective d'étalement de ce schéma directeur est quand même à 20 ans, même 30 ans parce que l'on a des délais jusqu'à 35 ans. Et c'est là où ça m'inquiète beaucoup, parce que la vision que l'on nous donne est étriquée pour une perspective aussi importante.

Je veux bien comprendre que l'on soit pressés par le temps, mais à ce moment-là il faudrait étriquer alors la vision de ce schéma directeur, parce que les gouvernements qui vont venir à votre succession, éventuellement, vont devoir se conformer quand même au schéma directeur, puisque les engagements financiers qui vont être pris pour mettre en œuvre ce schéma directeur vont être tels qu'ils vont indubitablement obliger les gouvernements qui vont se succéder à suivre le pli. Et donc à garder la feuille de route sur l'horizon et les perspectives que propose votre schéma directeur. Donc, c'est un peu ça, M. le ministre, que l'on souhaiterait soulever également par rapport à l'intervention de ma collègue de l'UPLD, nous sommes conscients de la nécessité d'avoir un schéma directeur tout de suite,

mais la perspective de vision de ce schéma directeur qui est étriqué, parce que c'est un schéma urgent, rétrécit davantage notre vision sur un horizon et une perspective aussi importante que celle qu'énonce le schéma directeur.

Ensuite le dernier point, et là je reviens au schéma directeur des transports aériens et maritimes, on sent derrière la pression de la nécessité de vite avoir ce document, pour pouvoir ensuite permettre de déléguer et ça, ce n'est pas sain dans une bonne gouvernance. C'est vrai que, théoriquement, c'est à dissocier mais on sent derrière qu'il faut vite faire ça pour pouvoir faire l'autre. Parce que l'autre ne va pas sans cela. On peut également se mettre à la place des opérateurs et ils voudront avoir une perspective aussi importante que va nécessiter l'amortissement des investissements dans le cadre de la mise en place du renouvellement de la délégation du service public. Donc c'est tout ça qui pose problème dans notre vision à nous et dans notre réflexion. Et c'est la raison pour laquelle on va effectivement s'abstenir sur ce dossier.

Le président : Merci. Y a-t-il d'autres interventions ?... M. Temauri.

M. Jean Temauri : *Merci ; merci bien, Monsieur le président. Merci, Monsieur le ministre pour votre intervention.*

Ce que je souhaite retenir de vos propos c'est le fait que vous ayez mis en avant la population et l'amélioration du transport des personnes et de nos enfants. Ce que j'aimerais vous dire ce matin, Monsieur le ministre, c'est que cela s'applique aux plus modestes. Il ne faudrait pas que les plus démunis de nos concitoyens soient oubliés, toutes ces personnes qui vivent aujourd'hui une situation particulière et qui risquent de ne plus être à même de se payer un moyen transport demain au travers de ces nouvelles dispositions. Car ce que vous dites au sujet de l'amélioration du système de transport en commun est également une préoccupation partagée par notre population qui utilise ces moyens de transport. De plus, il semble que cette amélioration génère un coût important et il ne faudrait pas que cela soit supporté par les populations les plus modestes de notre société.

C'est tout ce que je souhaitais vous dire, Monsieur le ministre : n'oublions pas nos concitoyens les plus démunis qui n'ont pas grand-chose dans leur vie. Merci.

Le président : Merci.

M. Leboucher.

M. Michel Leboucher : Merci, M. le président. M. le ministre, bonjour, chers collègues.

J'avoue que le dossier que nous étudions aujourd'hui est un dossier très complet, on va dire presque abouti. Ceci étant dit, on a l'impression quand même que certains sujets n'ont pas été totalement abordés. Peut-être qu'il y a l'urgence ? Alors j'ai eu l'occasion il y a quelques années de m'occuper du transport scolaire de l'enseignement privé. Comme on le sait, les établissements scolaires du privé sont tous concentrés dans la zone urbaine sur Papeete même et dans le quartier de la mission principalement. Et pendant les périodes scolaires effectivement, ça génère des bouchons. Et je pense que la réforme que l'on est en train d'étudier aujourd'hui a pour ambition d'améliorer les conditions de transport de notre population. On sait que, quand il y a les vacances des collèges et lycées, la circulation est beaucoup plus fluide. Alors, la question que je voulais vous poser, M. le ministre, c'est que là, on voit un plan sur plusieurs années effectivement qui va peut-être contraindre - *comme nous ont dit certains intervenants tout à l'heure* - les futurs gouvernements. Est-ce qu'il n'aurait pas été important de mettre en place des mesures spécifiques concernant notamment certaines corporations comme le transport scolaire, mais je pense également aux communes, je pense à l'accès dans les zones en hauteur, je pense aux quartiers difficiles de Puna'auia, Puna Iti Puna Nui, je sais que la commune a mis en place des transports particuliers pour permettre aux populations de rejoindre soit les établissements scolaires soit la route de ceinture. Effectivement dans le projet que nous étudions

aujourd'hui, ce sont des mesures très pointues et très précises. Rien n'est vraiment envisagé dans ce domaine-là. Bon, il y a des discussions qui ont eu lieu.

Je veux également citer les problèmes routiers. Parce que tant qu'il n'y aura pas une amélioration de notre route de ceinture, tant qu'il n'y aura de voies spécifiques pour les bus, le transport en commun risque d'avoir des difficultés. Il me semble que le transport scolaire doit être privilégié dans le travail qui est en cours, parce que je sais qu'il y a de grandes difficultés, on parle également des abribus. Le dossier me fait un peu hésiter aujourd'hui, M. le ministre. Je pense que l'on aura une position quand même plutôt favorable à partir du moment où ce travail a le mérite d'exister, qui est quand même assez élaboré. Je sais qu'il date depuis longtemps. En 1999, un premier projet avait été mis en place. Je sais également que, quand le ministre était Tearii Alpha, il y a une réflexion qui a été menée. Bon, rien n'a vraiment abouti, aujourd'hui on assiste enfin à un document finalisé. Voilà, merci pour vos réponses.

Le président : Merci, M. le représentant. *M. le ministre.*

M. Heremoana Maamaatuaiahutapu : Tout d'abord, je voudrais préciser une chose, c'est que nous ne devons pas confondre la DSP avec le schéma directeur. C'est le schéma directeur qui est prévu pour 20 ans. La DSP est prévue pour une durée beaucoup plus courte qui serait entre 10 à 12 ans. Ce qui fait que ça correspond à peu près à la durée d'amortissement du matériel que le délégataire devra acquérir. C'est calculé par rapport à l'amortissement mais aussi au fait qu'il doit aussi gagner de l'argent. Maintenant, la qualité de ce transport, comme vous l'avez tous remarqué, fait à observer d'ailleurs, c'est que ça aura un coût. Et la DSP, contrairement aux DSP précédentes, la prochaine DSP coûtera, comme on l'avait signalé, aux environs de 800 millions l'année, parce qu'il faudra, comme le transport aérien et les autres types de transport, il faudra à un moment donné, si l'on veut mettre en place une véritable qualité dans le transport mettre la main à la poche. Il faudra financer les lignes déficitaires. Et il y en aura forcément des lignes déficitaires. Dans les itinéraires qui ont été travaillés, vous le savez tous, nous desservons pratiquement toutes les vallées, notamment sur la zone urbaine. C'est ce qui est prévu dans l'idéal. Et nous irons donc jusqu'à la Presqu'île. Sans que le prix soit revu à la hausse. Dans l'objectif immédiat, c'est de maintenir le prix du transport de bus au niveau actuel, voire même le prix pourrait baisser. C'est parce qu'on va mettre en place des systèmes d'abonnement beaucoup plus variés. Donc le prix initial ne bougera pas. Mais ce sont les différents tarifs - *comme sur les bateaux d'ailleurs* - avec un système d'abonnement qui vont permettre de réduire le coût pour celui qui prend le bus tous les jours. Et l'intermodalité, c'est-à-dire faire appel à d'autres types de transport, vous le savez, cela a été étudié. Le bateau, le transport maritime sur la ville a été étudié, il est beaucoup plus polluant, il n'est pas aussi performant et il coûterait peut-être plus cher. Selon les études, le transport maritime coûterait beaucoup plus cher. Ensuite, il n'est pas dit que l'on gagne plus de temps, parce qu'il y aura aussi le facteur météo dont il faudra tenir compte. Donc, ce n'est pas si évident que ça.

Maintenant, les autres types de transports, notamment le monorail - *comme je le dis le tram aérien* - on doit y travailler. On ne doit pas négliger, on ne doit pas écarter tout ça. Mais je pense que ça prendra beaucoup de temps pour en arriver là.

Le transport scolaire, ça va être la priorité. C'est pour cela que nous allons exiger un certain nombre de bus, un minimum de bus. Aujourd'hui, le problème du transport scolaire, c'est que l'on utilise le même matériel pour faire les deux transports. On prend le matériel du régulier pour aller sur le scolaire. Et quand le régulier va sur le scolaire, c'est le régulier qui est handicapé. Et comme souvent, c'est dans le régulier qu'ils vont gagner de l'argent en plus, on néglige un peu le transport scolaire, puisque ça va tomber quoi qu'il arrive. Ils seront payés. Même transportés dans de mauvaises conditions, arrivés à une mauvaise heure, le transporteur sera payé puisqu'il a fait son travail.

Aujourd'hui, pour les mois et années à venir, nous allons imposer que le transport scolaire ne pâtisse pas du transport régulier. Pour cela, il faut que le délégataire fasse l'acquisition de matériel supérieur. Aujourd'hui, le parc roulant est à 108 bus contrôlés technique, en état de rouler, qui peuvent rouler. Demain nous exigerons 200 bus qui ne pollueront pas plus, puisque les bus devront respecter les

conditions environnementales. On passera certainement à ce que l'on appelle l'Euro 4, l'Euro 5, on ne peut pas aller au-delà pour l'instant. Pour l'instant, il n'y a pas le type de carburant sur le pays. Et je vois mal un pétrolier investir dans un carburant où il n'y aura pas beaucoup d'utilisateurs. Mais je vous rassure, la priorité sera donnée au transport scolaire. Il n'est pas normal que nos enfants doivent se lever à 4h du matin pour commencer à 7h30. Merci.

Le président : *Merci.*

2 dernières interventions, M^{me} Galenon et ensuite M^{me} Tetuanui.

M^{me} Minarii Chantal Galenon : Merci, M. le président, de me donner la parole. Je voudrais saluer tout le monde, les journalistes, les internautes, bien sûr le public, le *peuple* qui nous écoute et vous, chers collègues, et bien sûr MM. les ministres. *Bonjour* en cette matinée.

M. le ministre, je voulais vous remercier pour toutes les informations que vous nous aviez données. Je souhaitais encore intervenir sur les transports bien sûr scolaires, c'est un plaisir de vous entendre dire que les transports scolaires doivent être une priorité, puisque nous sommes tous sensibles au devenir de nos enfants et des élèves de nos écoles. Je souhaitais aussi vous interpeller, puisque les élus que nous sommes de l'UPLD, je crois que tous les groupes ont été interpellés par les universitaires parce qu'il y a aussi un problème de transport pour nos universitaires. Et je pense que nous devons les aider à avoir aussi des transports réguliers à leur disposition. Puisque, M. le ministre, vous aviez parlé de transport scolaire en ne prenant pas les transports réguliers. Je vous entends parler de 200 bus supplémentaires, c'est bien. Je voulais aussi - *dommage que notre ministre du tourisme ne soit pas là aujourd'hui* - puisque, de par le monde, on parle de nos trucks polynésiens. Je sais que je vais revenir sur quelque chose qui a déjà été soulevé, un sujet qui a été soulevé, un thème, je crois que ça fait partie de notre spécificité. Pourquoi ne pas remettre nos trucks aussi ? Puisque, les collèges utilisent les trucks pour les transports. Je dis pourquoi ne pas revenir aussi sur quelques trucks, puisque ça fait partie de notre spécificité polynésienne. Voilà. *Merci bien* M. le Ministre.

Le président : *Merci.* M^{me} Tetuanui.

M^{me} Lana Tetuanui : Oui, merci, M. le président. *Chers ministres, bonjour. Chers collègues élus, bonjour.*

Pour ne pas répéter ce qui vient d'être dit par ma collègue Chantal Galenon, c'est sûr que l'on parle du schéma directeur des transports collectifs et déplacements sur l'île de Tahiti, mais là où je voulais récidiver et attirer l'attention du ministre, quand il s'agit là de parler de nos îles, justement les fameux trucks, nous on fait partie de ces élus qui se sont toujours battus contre les bus surtout dans les archipels. Et comme vient de l'évoquer notre collègue Chantal Galenon, le truck c'est un patrimoine de notre pays, quand il s'agit-là de discuter du schéma directeur dans les archipels, *M. le ministre* si c'est encore toi le *M. le ministre*, il faudra que tu saches que nous, on se battra pour nos trucks. Mais avec une législation adaptée aussi, ne venez pas avec une législation *que ces Français veulent nous imposer*. Il faut mettre les mêmes directives que pour les bus. Non, parce que malheureusement, on nous a imposé les bus, mais allez un peu au fond de Rurutu par exemple, chez notre collègue *maire Rurutu ! Sur les routes escarpées*, le bus ne passe même pas, *on est obligés de descendre du bus... Obligés de descendre du bus !* Il y a une réalité aujourd'hui nous défendrons toujours à savoir comment il faut faire. C'est vous les techniciens. Vous n'avez qu'à vous débrouiller à mettre une législation adaptée pour nos trucks dans nos archipels.

Voilà, Monsieur le ministre. Monsieur le président, merci.

Le président : *Merci.* M^{me} Iriti.

M^{me} Teura Iriti : Merci, M. le président. M. le ministre, *Merci bien* pour ce schéma que tu nous présentes ce matin. J'attire l'attention sur l'aménagement des voiries, notamment en pensant au public

en situation de handicap. Je sais que vous en parlez dans ce document et j'en profite pour insister encore, puisqu'aujourd'hui, ce public se plaint d'avoir beaucoup de difficultés à se déplacer, ne serait-ce qu'à Papeete. Si on prend le temps de prendre un fauteuil roulant, c'est quelque chose que j'ai fait il y a quelques années, ils ont vraiment beaucoup de difficultés. Donc, j'espère que ce nouveau schéma permettra au pays de faire des aménagements en fonction de ce public. Merci.

Le président : Merci. *M. le ministre.*

M. Heremoana Maamaatuaiahutapu : Alors, sur la ligne universitaire. Aujourd'hui, il n'y a pas de ligne existante sur la côte ouest qui aille directement à l'université récupérer et revenir sur la ville. Demain, cette ligne est prévue. Je voudrais simplement nous rappeler que les délégataires actuels avaient accepté de faire un test sur la ligne universitaire. C'est-à-dire d'amener des bus de manière régulière. Au bout d'une semaine, voire deux semaines, le délégataire a arrêté sa mission parce qu'il n'y avait personne dans le bus. Il était hautement déficitaire. Il a réduit un peu les fréquences et ça ne s'est toujours réglé. Donc, je suppose que c'est encore dû à cette culture du « tout véhicule » que nous avons. Mais nous sommes conscients de ce problème et une attention particulière va être portée sur cette ligne. Parce qu'il y a une autre problématique sur cette ligne, c'est que les étudiants terminent un peu plus tard. Alors que les dessertes à l'heure actuelle s'arrêtent à 19 heures. Donc, il faudra une certaine dérogation pour cette ligne-là, pour que les étudiants puissent suivre leurs cours jusqu'à 20 heures.

S'agissant des trucks, c'est mentionné dans le document schéma directeur, le truck refait son apparition. Le truck est adapté sur certains itinéraires, notamment en montagne. Comme on l'avait signalé, les bus ne sont pas des véhicules adaptés pour la montagne, comme on le disait, ça touche et ça passe difficilement. Nous allons privilégier des trucks dans cet itinéraire. Le bus ne disparaîtra pas de notre paysage. On va collaborer également avec le ministère du tourisme pour que le truck fasse un peu plus d'apparitions dans notre ville. S'agissant des îles, mais on n'est pas du tout dans le schéma de suppression des trucks dans les îles, tout au contraire. Mais, il y a des contraintes dont il faudra tenir compte, qu'il faudrait accepter. Ce sont les contraintes liées à la sécurité des passagers et notamment la sécurité des élèves transportés. Donc, il y a des aménagements qui vont être exigés au niveau des transporteurs pour le matériel. Parce qu'aujourd'hui, il y a quand même un matériel qui est dangereux pour les enfants. Ça a aussi un coût. Il y a une fiche technique qui a été édictée par le service des transports et aujourd'hui ça fait plus l'objet de mécontentement que d'acceptation. Les chauffeurs, les propriétaires de trucks sont un peu plus opposés à ces améliorations. Or, nous ne pouvons pas déroger à ça. La sécurité doit primer avant tout.

Bon maintenant, la dernière question sur le fait que les gens râlent, je sais que les gens râlent, puisque tous les matins, on entend sur le répondeur, mais il faut aussi reconnaître que c'est pas de maintenant que les gens râlent sur le manque de qualité du transport collectif. C'est un problème qui dure depuis Mathusalem et que l'on va essayer de régler prochainement. Voilà.

Le président : *Merci M. le ministre.* Une courte intervention et ensuite je mets aux voix.

M^{me} Galenon.

M^{me} Minarii Chantal Galenon : Merci, M. le président.

M. le ministre, je sais que ça a un coût parce que vous êtes au gouvernement, mais on doit se débrouiller pour nos enfants. Je reparle des universitaires même s'ils terminent à 20 heures, c'est à nous, élus, à faire des efforts pour leur mettre à disposition un transport et je vous informe, M. le ministre, que je suivrai cette affaire, je ne vous laisserai pas faire, s'ils n'ont pas de transport même après 20 heures. Je suis désolée, il faut que l'on ait de la réussite, il faut que l'on aide nos enfants, il faut que l'on aide nos étudiants à réussir dans notre *pays. Merci bien.*

M. Marcel Tuihani : Merci.

Une petite intervention, Vito.

M. Victor Maamaatuaiahutapu : *Merci, merci bien, Monsieur le président.*

Monsieur le ministre, on nous a parlé des Îles-Sous-le-Vent et de Rurutu. Aux Tuamotu, les bus ou les trucks ne peuvent pas rouler sur le récif (Rires). Donc, je vous invite à trouver également des solutions pour les Tuamotu. Nos enfants rament d'une île à une autre pour se rendre à l'école.

C'était une simple remarque, Monsieur le ministre.

Le président : *Merci* Vito.

M. le ministre.

M. Heremoana Maamaatuaiahutapu : M^{me} la représentante, je suis tout à fait en phase avec vous. Ça va nécessiter un coût et, si vous êtes aussi sensible que moi sur ce sujet, je vous inviterai à voter en faveur du schéma directeur et de ne pas vous abstenir. *Merci*. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre.

Le président : *Merci*. Chers collègues.

Je mets aux voix l'article 1^{er}. Qui est pour ? ... Qui s'abstient ? ...

Article 2. Même vote pour l'article 2 ? Même vote pour l'article 2.

Sur l'ensemble de la délibération, même vote, la délibération est adoptée.

Chers collègues, je vais simplement inviter ma 1^{re} vice-présidente pour me remplacer.

RAPPORT N° 83-2017 SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS INSTITUANT UN CODE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE ET PRÉCISANT LE CONTENU DE SA PREMIÈRE PARTIE RELATIVE À LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE (Cf. annexe)

La présidente : Nous reprenons la séance sur le rapport 83-2017 concernant le projet de loi du pays instituant un code de la propriété intellectuelle de la Polynésie française et précisant le contenu de sa première partie relative à la propriété littéraire et artistique.

Je vais demander au rapporteur, M. Fong Loi, de présenter le rapport. *Merci*.

M. Charles Fong Loi : M^{me} la présidente, M. le ministre, M^{me} la sénatrice, M^{me} la députée, chers collègues, le public et tous ceux qui sont autour de la salle.

Lors de la réunion de la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien du 27 juillet 2017, les membres de la commission ont donc insisté sur la complexité de ce projet de loi du pays. Je vais donc vous donner les points de discussion qui ont porté sur les thématiques suivantes.

D'abord, le champ d'intervention des Sociétés de perception et de répartition des droits, la SPRD. Après avoir présenté un bref historique des activités de la SPACEM en Polynésie française et de ses relations à la SACEM, le ministre en charge de la culture a insisté sur la nécessité de renouer un partenariat avec une SPRD nationale afin qu'une antenne locale soit implantée en Polynésie française, en ajoutant que la création d'une SPRD polynésienne ne serait pas viable sur le plan artistique et économique.

Le 2^e point : la protection des chants traditionnels, c'est-à-dire de leurs auteurs qui ont la particularité d'être, le plus souvent, des entités collectives : districts, associations de danse, etc. que des personnes individuelles et de leurs interprètes.

Le 3^e point : la protection des connaissances ancestrales en matière de valorisation des ressources biologiques, dans le cadre notamment de la médecine traditionnelle. Compte tenu de leur potentiel économique, ces ressources sont susceptibles d'être exploitées par des sociétés commerciales sans aucun contrôle. Dès lors, la Polynésie française pourrait, à ce titre, s'inspirer utilement des réglementations protectrices pratiquées par d'autres pays. Le ministre a toutefois indiqué que ce point ne relève pas du présent texte mais davantage du dispositif d'accès et de partage des avantages adopté en 2012 et actuellement en cours de réforme par le gouvernement.

Et en dernier point : l'opportunité de créer une autorité administrative indépendante, locale, calquée sur l'autorité de régulation des mesures techniques telle que mentionnée à l'article L 331-17 du code et ayant une mission générale de veille dans les domaines de mesures techniques de protection et d'identification des œuvres et des objets protégés par le droit d'auteur ou par les droits voisins.

À l'issue des débats, le projet de loi du pays a fait l'objet de 3 amendements techniques et a recueilli un vote favorable des membres de la commission. En conséquence, la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de loi du pays ci-joint. Merci de votre attention. *Merci.*

La présidente : Merci, M. le rapporteur.

Pour la discussion générale, 60 minutes réparties comme suit. Groupe RMA, 33 minutes. TAHOERA'A HUIRAATIRA, 17 minutes. Groupe UPLD, 10 minutes.

J'appelle l'intervenante du groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA, M^{me} Vanaa.

M^{me} Élise Vanaa : Merci, M^{me} la présidente, *M. le ministre, bonjour.* Chers élus, *bonjour.*

Être artiste, c'est faire preuve de créativité, imaginer le monde et le représenter sur une toile, une photo, avec des mots ou une partition de musique. C'est représenter des sentiments et les faire partager au travers d'œuvres matérielles ou immatérielles. Ce sont ces œuvres de l'esprit qu'il est question aujourd'hui de protéger contre la copie, la contrefaçon ou encore le vol. En Polynésie, la protection de la propriété intellectuelle doit être posée dans un cadre propre à la collectivité, et ne plus ainsi dépendre, comme cela est le cas, de la norme nationale.

Rappelé avec force par le conseil constitutionnel en novembre 2014, dans sa décision 2014-6 LOM, la Polynésie est compétente pour légiférer dans ce domaine. Or, la compétence de la collectivité a été très peu mise à l'œuvre dans le domaine de la propriété intellectuelle. Aussi, il en résulte que, pour l'essentiel, le droit applicable est organisé sur le fondement de la version du code national issu d'une loi de 1992. Depuis quelques années, les artistes du pays se sont positionnés en faveur d'une rénovation et d'une clarification du cadre juridique entourant leur statut et celui de la protection de leurs œuvres.

Formulée lors des états généraux de 2009, la demande de mise en place d'un statut de l'artiste a été réitérée à l'occasion de la consultation Honorahu'a lancée en 2014. Cette consultation a permis de recueillir les attentes des acteurs du monde de la culture et des arts, et de formuler ainsi des propositions visant à donner un nouveau souffle à la culture polynésienne dans son ensemble. Une première étape a été franchie le 9 mai 2016 avec la reconnaissance des professions artistiques et diverses mesures en faveur de l'art. Cette reconnaissance, traduite matériellement par l'obtention d'une carte professionnelle d'artiste ouvrant droit à certaines aides et exonérations, est aujourd'hui acquise. Un bilan sur ce dispositif ouvert depuis plus d'un an est à évaluer à présent.

La 2^{de} étape, celle qui nous conduit aujourd'hui à l'examen de ce projet de texte, vise à protéger, non plus l'artiste, mais son œuvre. La propriété intellectuelle regroupe à la fois la propriété industrielle et la propriété littéraire et artistique. La loi du pays du 6 mai 2013 est venue apporter les 1^{res} réformes sur les dispositions relatives à la propriété intellectuelle concernant les brevets d'invention, les modèles, dessins et structures industrielles : les marques de fabrique, le nom commercial. Cette loi - *rappelez-vous* - avait été prise dans le contexte du championnat du monde de Beach soccer afin de protéger, dans l'urgence, les marques déposées et produits dérivés édités pour l'événement. Ces éléments constituent la 2^e partie du code de la protection de la propriété intellectuelle. Il aura fallu plus de temps pour finir de compléter ce code par les dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique. Ce projet de loi du pays vient donc marquer l'institution du code de la propriété intellectuelle de la Polynésie française à part entière, en y intégrant, en 1^{re} partie, les règles applicables au droit des auteurs d'œuvres littéraires, musicales et plastiques, ainsi qu'à ses droits dits « voisins », notamment les droits des artistes interprètes et des producteurs. Nous saluons tous cette démarche qui, apparemment, a été largement consensuelle.

Il va sans dire que ce texte sera source de bien des attentes de la part de nos artistes polynésiens. Pouvoir vivre de ses productions artistiques n'est pas chose aisée en Polynésie. Les déboires de la SPACEM nous le rappellent, hélas ! Nos artistes, en plus d'un droit à la reconnaissance de leur métier, ont le droit de pouvoir disposer des revenus et fruits de leurs œuvres. Pour les mesures les plus marquantes de ce projet, il est ainsi à relever par exemple que le projet de loi du pays propose justement un renforcement du contrôle des autorités polynésiennes sur les sociétés de perception et de répartition des droits. En parallèle, le projet de loi du pays allonge à 70 ans au lieu de 50 ans la durée de la protection des droits des artistes locaux. Malgré ces réformes juridiques nécessaires pour clarifier le cadre normatif en la matière, la protection des œuvres artistiques se voit confrontée aujourd'hui à un défi majeur : celui de concilier la protection du droit des auteurs avec l'essor d'Internet. Cet essor, qui va de pair avec le développement et la démocratisation fulgurante des technologies de l'information et de la communication, offre des opportunités, certes, pour les artistes de se faire connaître, mais également des risques pour la protection de leurs œuvres. L'arrivée d'Internet a bouleversé les modes de consommation des œuvres artistiques, mais une chose est sûre : le droit des auteurs et des artistes doit continuer à s'appliquer, même sur la toile.

Pour en revenir à notre projet, nous encourageons évidemment les autorités du pays à promouvoir les savoir-faire culturels et artistiques qui font la fierté et la richesse de notre patrimoine vivant. Je vous remercie de m'avoir écoutée.

La présidente : Merci, M^{me} Vanaa.

Pour le groupe UPLD. M. Tuheiava.

M. Richard Tuheiava : Merci, M^{me} la présidente. M. le ministre, mes chers collègues.

L'élaboration de ce projet de loi du pays instituant un code de la propriété intellectuelle propre à Maohi Nui est une initiative louable qu'il faut savoir reconnaître au ministère de la culture. Mais il est aussi l'expression de l'une des nombreuses lacunes du statut d'autonomie 2004 qui a prévu des transferts de compétences nouvelles vers le pays, sans toutefois garantir les moyens permettant l'exercice effectif de ces compétences.

Il est toujours bon de rappeler à la population et au public cet article 72-2 de la Constitution française - *puisque c'est dans ce cadre-là que ça se situe* - je cite : « *tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution des ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice.* » C'est toujours un petit peu confus comme situation puisque la Polynésie et les gouvernements se sont souvent trouvés dans une situation où des compétences ont été transférées. Il fallait alors se débrouiller avec et apprendre à se les approprier et les exercer. Et de l'autre côté, en même temps, se retrouver avec une obligation de l'État qui consiste à fournir les

moyens de l'exercice de ces compétences. Et l'on s'aperçoit dans ce dossier sur la propriété littéraire et artistique que l'État avait aussi des intérêts propres, qui n'étaient pas nécessairement ceux de la Polynésie, dans certains cas. C'est un petit peu en ce sens que le projet de loi du pays qui nous est présenté vient régler et clarifier la situation. Juge et partie, c'était la situation de l'État.

C'est fort de ces 13 dernières années de confusion législative - *je dirai les choses ainsi* - que le pays, les différents gouvernements ont dû continuer à appliquer et modifier cette loi du 1^{er} juillet 1992 relative au code national de la propriété intellectuelle qui s'est appliquée finalement localement, depuis cette date en Polynésie, en attendant le texte qui nous est proposé aujourd'hui. C'est pour cela que l'initiative est louable.

Cette inextricable situation a pourtant continuellement alimenté la confusion des usagers du droit de la propriété intellectuelle quant à la distinction entre, finalement, la version du code national qui était modifiée et qui devait s'appliquer en Polynésie, et d'autre part, l'actuel code national de la propriété intellectuelle, celui qui s'applique en France.

Rappelons à cet effet que cette version locale du code national de la propriété intellectuelle est composée de toutes les dispositions applicables en Polynésie au moment du transfert de compétences de 2004, 1^{er} point.

2^e point, des textes qui ont été adoptés par la Polynésie française au titre de sa compétence en matière de propriété intellectuelle depuis ce transfert de compétences.

Et enfin, 3^e point, des textes qui ont été adoptés par l'État et étendus en Polynésie française après le transfert de compétences de 2004. Vous l'avouerez, mes chers collègues, que la situation était absolument confuse pour l'utilisateur lambda et surtout pour les destinataires de ce texte que sont les auteurs, les interprètes et les rédacteurs de l'ensemble des œuvres de l'esprit auxquelles tous les Polynésiens peuvent prétendre.

Concernant ces derniers textes précisant que l'État a d'ailleurs parfois adopté des textes en parfaite méconnaissance des compétences de Maohi Nui. C'est dire l'*imbroglio* de l'état actuel du droit qu'il convient, à juste titre, de rectifier, notamment avec ce projet de loi du pays. Bien que ce texte qui nous est proposé aujourd'hui soit salubre pour les juristes, les administrations et les ministères, il reste toutefois très complexe et technique pour les usagers, les artistes et les auteurs Maohi, l'artiste lambda. De plus, ce projet semble manquer - *selon nous* - d'une vision politique à long terme. Car même si on souhaite aller désormais jusqu'au bout de nos moyens et de nos compétences, et bien le texte reprend, pour des raisons de commodité finalement, les grandes lignes du code national de la propriété intellectuelle issu de la loi de 1992. C'est que, finalement, on fait un texte qui est le nôtre mais en reprenant finalement une trame qui est déjà applicable en France. Alors, c'est un petit peu, finalement « réchauffé » ce qu'il se passe. Permettez-moi l'expression, mes chers collègues, M^{me} la présidente, M. le ministre, que de refaire, finalement, ce qui s'applique déjà mais à la sauce de chez nous.

A ce titre, on peut regretter aussi la vision du gouvernement qui soit davantage encline, finalement, à renouer un partenariat avec une SPRD nationale plutôt que de favoriser l'émergence d'une SPRD polynésienne. Ce n'est qu'une opinion, c'est une vision, celle de l'UPLD et bien entendu, la majorité tranchera sur la vision que vous proposez à notre assemblée. Toujours est-il que nous sommes conscients, *M. le ministre*, M^{me} la présidente, mes chers collègues, de la nécessité de sortir enfin de cette situation juridique qui était compliquée afin de garantir à nos *artistes polynésiens* un encadrement et une protection de leurs œuvres qui soient le produit d'une loi du pays. C'est la raison pour laquelle le groupe UPLD, d'une seule voix, ne s'opposera pas à ce projet de texte mais préfère s'abstenir sur l'ensemble du vote. *Merci.*

La présidente : Merci, M. Tuheiava.

Pour le groupe RMA, M. Jordan.

M. Rudolph Jordan : M^{me} la présidente de l'assemblée de la Polynésie française, M. le ministre, M^{mes} et MM. les représentants à l'assemblée de la Polynésie française, chers collègues, bonjour.

Afin de combler un vide juridique préjudiciable à nos entreprises et qui perdurait depuis la mise en place de notre statut d'autonomie en 2004, nous avons adopté 10 ans plus tard, le 25 février 2014, ici-même et à l'unanimité, un projet de loi relatif à la propriété industrielle afin de renforcer et sécuriser les entreprises dans la protection de leurs marques et de leurs brevets.

Ce texte n'était pas le 1^{er} puisqu'il venait modifier et compléter certaines dispositions relatives à la propriété industrielle déjà prises dans des précédents textes dès le début de notre mandature en 2013 dans le cadre - *rappelez-vous* - de l'organisation de la coupe du monde de Beach soccer. Et dans la foulée, nous approuvions également une convention de coopération avec l'Institut national de la propriété industrielle afin d'être mieux accompagnés grâce à l'expérience de l'expertise de cette institution de renommée internationale. Dans la même veine, nous devons approuver aujourd'hui un autre projet de loi du pays instituant un code de la propriété intellectuelle propre à la Polynésie française car, depuis ce transfert de compétences en 2004, nous ne faisons qu'appliquer la version nationale de ce code. Le texte qui est soumis à notre approbation vient donc combler cette lacune et évitera toute confusion avec le code national qui ne comporte, d'ailleurs, plus aucune référence à la Polynésie française depuis 2008.

Il s'agit donc en 1^{er} lieu, comme je l'ai évoqué plus haut, de nous doter d'un code à part entière et de consolider et adapter les dispositions législatives relatives à la 1^{re} partie du code que l'on appelle « la propriété littéraire et artistique », autrement dit, tout ce qui concerne les droits d'auteur et les droits de tous ceux qui contribuent à l'exploitation des œuvres artistiques. C'est important car, malheureusement et comme souvent, pour ne pas dire toujours, lorsque ce transfert de compétences a eu lieu entre l'État et le pays, cela s'est fait sans accompagnement. Or, il s'avère que le droit à la propriété intellectuelle est lié à tout un écosystème regroupant de nouveaux organismes internationaux qui font vivre ce droit comme la SACEM, par exemple, pour ne citer qu'elle ; mais aussi des organismes européens et internationaux. Résultat : nous avons aujourd'hui les plus grandes difficultés à assurer le bon fonctionnement de cette branche du droit, cette loi du pays va justement nous permettre de rectifier le tir en nous connectant avec ces organismes. Cela pourra ainsi améliorer les conditions de rémunération de nos artistes polynésiens qu'ils soient auteurs, compositeurs ou interprètes. Ce projet de loi du pays va également permettre au pays de se doter d'instruments et de contrôler les sociétés de gestion, de perception et de répartition des droits d'auteur. C'est d'autant plus important quand on sait, par exemple, que la SACEM - *et ce n'est pas la seule société dans ce cas mais c'est la plus connue* - continue à intervenir en Polynésie française sans que nous ayons les moyens juridiques de contrôler son activité. Il est donc impératif pour nous d'introduire des dispositions pour pouvoir contrôler les flux financiers entre ces organismes et la Polynésie française. Et lorsque nous ne pourrons pas retisser les liens avec cet écosystème, car cela ne sera pas toujours possible, il faudra trouver des alternatives comme le fait de passer par des conventions de coopération avec l'INPI ou alors, comme le prévoit le texte, la possibilité pour le conseil des ministres de transposer au mieux certaines décisions prises par des commissions nationales compétentes.

C'est notamment le cas en matière de rémunération des artistes. C'est pourquoi le projet de loi du pays prévoit également que le conseil des ministres soit compétent pour prendre en compte les décisions de la commission de la copie privée. En effet, pour le moment, nous n'avons aucune visibilité sur la redevance pour copie privée, c'est-à-dire une redevance qui est prélevée et qui doit être redistribuée sous forme de rémunération pour les artistes afin de compenser le fait que leurs œuvres puissent être copiées dans un cadre privé. Sauf que l'on ne sait pas où va cette redevance. Le texte prévoit donc un contrôle de ces sociétés, comme notamment Copie France chargée de la collecter sur tous les supports d'enregistrement possibles, comme nos téléphones et nos ordinateurs par exemple et donne compétence au conseil des ministres pour fixer les tarifs de ces supports d'enregistrement. Car, jusqu'à présent, vous aurez bien compris que nous n'avons aucun droit de regard dessus.

C'est ainsi que les sociétés qui interviendront dans notre pays seront assujetties aux règles comptables polynésiennes. Et il est prévu de passer une convention de coopération avec la commission permanente attachée à la Cour des comptes et qui contrôle toutes les sociétés de gestion en métropole, et notamment sur la SACEM. Je vous rappelle que la SACEM s'est implantée en Polynésie dans les années 1960 et à la fin des années 1970. La SPACEM a été créée pour devenir l'organisme local officiel en 1985 grâce à une convention de réciprocité avec la SACEM. Mais cette convention ayant été dénoncée par la SACEM, la SPACEM n'existe plus aujourd'hui. Comme nous l'a expliqué M. le ministre en commission législative, l'enjeu aujourd'hui se situe sur la toile. Car il est bien évident que l'Internet a bouleversé l'économie liée à la musique et donc à la rémunération des artistes. D'autant que le marché de la musique locale reste très marginal au plan local et qu'il s'est aujourd'hui déplacé au Japon, au Mexique ou sur la côte californienne. Voilà, mes chers collègues, les quelques remarques que je souhaitais faire et je vous invite à approuver ce projet de loi du pays qui vient renforcer les droits de nos artistes polynésiens. Merci beaucoup.

La présidente : Merci, M. le représentant.

M. le ministre, vous avez la parole.

M. Heremoana Maamaatuaiahutapu : Merci, M^{me} la Présidente. Bonjour à tout le monde.

Très rapidement, le présent document qui est proposé à votre approbation, c'est effectivement un travail de longue haleine. C'est peut-être une copie tout simplement, effectivement, du code de la propriété intellectuelle métropolitain. Cependant, il faut savoir que le droit français, pour une fois, est le plus abouti dans ce domaine. Et pour une fois que la France est championne du monde de quelque chose, on ne va pas s'en priver ! Autant s'en inspirer et, à ce titre, l'Union Européenne qui est en train de travailler aussi sur une régulation à l'échelle européenne des perceptions des droits des artistes s'inspire largement aussi du code de la propriété intellectuelle, comme nous l'avons fait, parce qu'ils considèrent que c'est actuellement le meilleur code pour les artistes sur le plan notamment de la perception des droits sur Internet. On parle aujourd'hui d'ubérisation de l'offre, on parle d'« uber-offre ». Donc je pense que ce que nous faisons aujourd'hui va dans le bon sens pour nos artistes.

Concernant la création de SPRD, rien n'empêchera demain la création de sociétés locales. Le texte ne l'empêche pas. Le problème, ça va être de pouvoir trouver des contrats ensuite avec les plateformes, notamment avec la JASRAC, par exemple, pour le Japon, avec la BMI aux États-Unis, avec la SACEM pour l'Europe. Je ne sais donc pas comment vont pouvoir vivre ces sociétés. Pour information, la société qui existe en Nouvelle-Calédonie est en train de s'assécher financièrement tout simplement parce que, encore une fois, le marché, notamment de la musique, n'est plus sur les radios, il est sur Internet. Je rappelle que les études qui ont été menées démontrent qu'il ne restera certainement que 5 sociétés de perception dans le monde avec ce phénomène d'uber-offre. Je peux les citer parce que ce seront certainement les seules sociétés qui parviendront à s'adapter à cette nouvelle économie : la SACEM est la 1^{re} citée, la BMI aux États-Unis, la JASRAC, la SCAM et la STIM dans les pays du côté de la Suède. Toutes les autres sociétés n'auront pas les moyens d'investir dans des logiciels de perception de droits sur Internet, pour pouvoir s'adapter à ce nouveau défi de la collecte des droits sur Internet. L'Union Européenne le reconnaît aujourd'hui. Je crois qu'il y a 3 projets de sociétés qui sont en train de se monter mais je crois qu'elles sont condamnées à ne pas durer dans le temps tout simplement parce que, déjà aujourd'hui, le marché de la production musicale locale est surtout au Japon, au Mexique, aux États-Unis parce qu'il suit l'évolution du *ori tahiti* (*NDT, danse tahitienne*) à l'international. C'est cette production musicale qui alimente finalement l'intérêt qu'il y a aujourd'hui pour le *ori tahiti* (*NDT, danse tahitienne*) à l'international et le marché local, comme en Nouvelle-Calédonie ne sera pas suffisant pour faire vivre une société de perception locale.

Voilà, très brièvement, M^{me} la présidente.

La présidente : Merci M. le ministre.

Nous passons à l'examen de la loi du pays. Article LP 1, M. le rapporteur.

M^{me} Sylvana Puhetini: M^{me} la présidente, excusez l'absence de notre collègue !

La présidente : Le co-rapporteur est M^{me} Puhetini, il n'y a pas de souci. Je vais rappeler à l'ordre le rapporteur du texte. La discussion est ouverte. *Avez-vous des remarques à formuler sur l'article LP 1 ? Non, hein !...* Nous passons au vote. Qui est pour ?... 46 voix pour. Qui s'abstient ?... 10 abstentions.

La discussion est ouverte sur l'article LP 2. *Pas de remarques ?...* Même vote.

Article LP 3, même vote.

Nous allons passer au scrutin public pour l'ensemble de la loi du pays. Je demande à M^{me} la secrétaire générale de faire l'appel des représentants.

M^{me} Jeanne Santini :

M.	Ah-Scha	Joseph	pour
M ^{me}	Amaru	Patricia	procuration à M ^{me} Juliette Matehau-Nuupure, pour
M ^{me}	Aro	Dylma	pour
M ^{me}	Bruant	Virginie	ne participe pas au vote
M.	Buillard	Michel	pour
M ^{me}	Cross	Valentina	absente
M.	Drollet	Jacqui	abstention
M.	Faatau	Félix	pour
M.	Flohr	Henri	pour
M ^{me}	Flores-Tahiata	Chantal	abstention
M.	Fong Loi	Charles	pour
M ^{me}	Frébault	Joëlle	pour
M ^{me}	Galenon	Minarii Chantal	abstention
M.	Geros	Antony	abstention
M.	Graffe	Jacquie	procuration à M. René Temeharo, pour
M.	Haumani	Evans	procuration à M ^{me} Vaiata Perry-Friedman, pour
M.	Ienfa	Jules	pour
M ^{me}	Iriti	Teura	pour
M.	Jordan	Rudolph	pour
M.	Laurey	Nuihau	procuration à M ^{me} Sylvana Puhetini, pour
M.	Leboucher	Michel	pour
M ^{me}	Lucas	Béatrice	pour
M.	Maamaatuaiahutapu	Victor	abstention
M ^{me}	Manutahi Levy-Agami	Sandra	procuration à M ^{me} Gilda Vaiho, pour
M ^{me}	Maraea	Emma	pour
M ^{me}	Matehau-Nuupure	Juliette	pour
M ^{me}	Merceron	Armelle	pour
M.	Moutame	Thomas	procuration à M ^{me} Yolande Viriamu, pour
M.	Perez	Antonio	pour
M ^{me}	Perry-Friedman	Vaiata	pour
M ^{me}	Puhetini	Sylvana	pour
M.	Raioha	Jacques	procuration à M ^{me} Teihe Teapehu, pour
M ^{me}	Richeton	Monique	pour
M.	Riveta	Frédéric	pour
M ^{me}	Sachet	Isabelle	pour

M ^{me}	Salmon-Amaru	Loïs	procuration à M ^{me} Monique Richeton, pour
M ^{me}	Sanquer	Nicole	pour
M.	Schyle	Philip	pour
M ^{me}	Tarahu-Atuahiva	Teura	pour
M ^{me}	Tata	Jeanine	pour
M ^{me}	Teahe	Teapehu	pour
M.	Temaru	Oscar Manutahi	procuration à M. Géros Antony, abstention
M.	Temaouri	Jean	pour
M.	Temeharo	René	pour
M.	Teriitahi	Moehau	procuration à M ^{me} Béatrice Lucas, pour
M ^{me}	Tetuanui	Lana	pour
M ^{me}	Teura	Justine	abstention
M ^{me}	Tevahitua	Éliane	abstention
M.	Tong Sang	Gaston	pour
M.	Toromona	John	pour
M.	Tuheiaiva	Richard	ne participe pas au vote
M.	Tuihani	Marcel	procuration à M ^{me} Justine Teura, pour
M.	Tumahai	Ronald	procuration à M. Perez Antonio, pour
M ^{me}	Turquem	Sandrine	pour
M ^{me}	Vaiho	Gilda	pour
M ^{me}	Vanaa	Élise	pour
M ^{me}	Viriamu	Yolande	pour

L'ensemble de la loi du pays est adopté par 46 voix pour et 9 abstentions.

RAPPORT N° 82-2017 SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS RELATIVE AU CODE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE (Cf. annexe)

La présidente : Passons au dernier rapport n° 82-2017 sur le projet de loi du pays relative au code de l'environnement de la Polynésie française. M^{me} Frébault, vous avez la parole.

M^{me} Joëlle Frébault : Merci, M^{me} la Présidente, *M. le ministre, à tous, bonjour.*

Lors de l'examen du présent projet de loi du pays en commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien le 27 juillet 2017, une présentation de la refonte du code de l'environnement a été effectuée avec un rappel des objectifs du présent dispositif. C'est-à-dire permettre une meilleure lisibilité du code, permettre de moderniser certaines dispositions techniques et permettre de faciliter l'application des règles environnementales polynésiennes. Par ailleurs, un amendement a été adopté lors de cette réunion, afin de modifier les dispositions du présent code relatif au Rahui. En effet, le principe selon lequel les règlements écrits du Rahui ne peuvent contredire les législations et réglementations en vigueur en Polynésie française, a été supprimé dans l'attente que soient fixés une définition et un régime juridique à ce dernier. Aussi, des rencontres et des discussions avec les personnes et organismes concernés auront lieu avant la fin de l'année, ceci afin de compléter utilement l'article LP 2122-1 du présent code. En outre, concernant la responsabilité élargie du producteur, le gouvernement a précisé qu'il travaillerait avec les commerçants et les professionnels sur la mise en place des filières concernées. Les membres de la commission ont été également informés du fait qu'il y aurait très certainement un impact au niveau des consommateurs également. À l'issue des débats, le projet de loi du pays relatif au code de l'environnement de la Polynésie française a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. Aussi, la commission du tourisme, de l'écologie, de la culture, de l'aménagement du territoire et du transport aérien propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de loi du pays ci-joint. Je vous remercie.

La présidente : Merci, Mme le rapporteur.

Pour la discussion générale : pour le groupe RMA, 33 minutes ; TAHOERA'A HUIRAATIRA, 17 minutes et pour le groupe UPLD, 10 minutes.

Pour le groupe RMA, M. Fong Loi.

M. Charles Fong Loi : M^{me} la présidente, M. le ministre, M^{mes} et MM. les représentants de l'assemblée de la Polynésie française, chers collègues. Un projet de loi du pays relatif au code de l'environnement est présenté à notre assemblée aujourd'hui. Un texte qui permettra de rendre le code de l'environnement plus lisible et de l'actualiser. En effet, adopté en 2003, le code de l'environnement avait besoin d'évoluer. Des débats en commission ont souvent été vifs mais toujours dans le sens constructif tant mes collègues avaient des questions sur ce sujet et surtout un intérêt commun sur un sujet qui nous tient tous à cœur.

Ce nouveau texte nous permettra de mieux définir les contours de notre patrimoine environnemental mais surtout d'inscrire dans le marbre notre engagement dans le développement durable et le principe de non-régression environnementale. Ainsi, pour mon collègue Jacqui Drollet, qui s'est inquiété de l'absence de sanction aux pollueurs de notre environnement, qu'il en soit - *je l'espère* - rassuré. Car cette réglementation va enfin pouvoir répondre à ses attentes et à celles de toute une population, notre population. En effet, non seulement la notion de responsabilité sans faute du pollueur sera instituée mais, surtout, elle permettra de mettre en place le statut de « garde nature » de la Polynésie française. Ces gardes nature auront le pouvoir de verbaliser tout auteur d'une atteinte aux espaces. Par ailleurs, en tant que président de la commission chargée des ressources marines, je salue la reconnaissance juridique de l'espace marin protégé à travers la définition du sanctuaire de la Polynésie française, du Rahui et de la réserve de biosphère.

Même si, à ce sujet - *sujet ô combien sensible* - tout n'est pas encore parfait. Notre ministre Heremoana Maamaatuaiahutapu, chargé de l'environnement, essaie, malgré un travail difficile, de trouver des solutions pour les différents types de protection de l'espace maritime, notamment entre le Rahui et le PGEM. Mesdames et Messieurs, notre honorable assemblée, nous avons la chance de vivre dans un environnement qui fait la richesse de notre *pays*, il est essentiel de le préserver. Et ce projet de loi permettra de mieux protéger la nature qui nous entoure.

Ce test va nous permettre également d'afficher notre volonté de piloter la gestion des déchets et responsabiliser les pollueurs. De la même manière, les nuisances sonores seront mieux cadrées et recadrées pour préserver notre culture et ainsi ne plus considérer les répétitions de danse polynésienne comme une nuisance alors qu'elles font partie de notre patrimoine culturel.

Toutes les notions nécessaires à la préservation de notre environnement ont été couvertes et les outils ne manquent pas pour travailler dans le bon sens pour notre avenir mais surtout celui de nos enfants. À ce sujet, je souligne l'importance d'une meilleure communication et éducation auprès de l'ensemble de la population pour ne plus voir les *déchets* salir la nature qui nous entoure, que ce soit dans notre belle capitale Papeete - *et je salue le maire de notre commune* - dans nos communes, nos montagnes et notre immense espace maritime.

Aussi, j'appelle mes collègues de l'opposition, à ne pas s'opposer au vote de ce projet de loi du pays car il répond à nombre de leurs interrogations légitimes sur la sauvegarde de notre environnement qui fait notre richesse et son développement durable. *Un instant... Madame la présidente, j'aimerais intervenir. Nous, représentants à l'assemblée, avons été élus par notre population afin de servir ses intérêts. Notre ministre, au travers de ce projet de loi du pays, nous propose des solutions pertinentes. Aussi, je demande à mon ami Vito qui siège au sein de ma commission, la commission des ressources marines, ainsi qu'à mon collègue Jacqui Drollet qui siège au sein de la commission du tourisme, de voter en faveur de ce projet de loi du pays car celui-ci fera avancer les choses. Il ne faut pas... Certes, vous êtes dans l'opposition, mais, aujourd'hui, j'aimerais vous demander de revenir sur votre position et de voter pour.*

Je vous remercie, Madame la présidente.

La présidente : Merci beaucoup, Monsieur Fong loi. Je vous encourage à apprendre notre langue car en vous écoutant ce matin, je me dis que vous n'êtes pas encore arrivé au niveau de Madame Virginie Bruant. (Rires dans la salle.) Vous voyez ?... Je demanderai à Monsieur le maire de Papeete de faire l'effort de vous apprendre notre langue. En tout cas, merci.

J'appelle le 2^e intervenant du groupe UPLD, M. Drollet.

M. Jacqui Drollet : Bonjour, Madame la présidente. Merci pour cette rencontre de ce matin et bonjour à vous, Monsieur le ministre. Merci à mon ami Fong loi d'avoir fait l'effort de s'exprimer en tahitien. J'ai eu peur qu'il se mette à parler en chinois (Rires.), car je n'aurais pas été en mesure de lui répondre.

Dans ce projet de loi du pays portant modification du code de l'environnement, nous avons décidé de retenir l'idée du patrimoine commun qui s'oppose à l'idée de la propriété individuelle et fait allusion à ce qui appartient à tous. Mais la question qu'il convient de se poser c'est : qu'entendons-nous par « commun » ? Qui constitue le peuple de ce pays ? Quel peuple a le droit de jouir de ce patrimoine commun ? À notre sens, c'est le peuple Mā'ohi. Voilà notre première remarque. Ce patrimoine doit être celui du peuple autochtone, du peuple Mā'ohi, du peuple premier de ce pays.

En commission, je vous ai posé plusieurs questions, Monsieur le ministre, sur la propriété des ressources qui se trouvent dans notre océan, sur et sous notre plateforme océanique, dans notre espace aérien et spatial. La question qui se pose aujourd'hui c'est : qui donc profite de toutes ces richesses ? Lorsque l'on évoque les richesses qui se trouvent dans l'océan, on pense tout de suite aux poissons et on ne parle pas des richesses qui se trouvent sur et sous notre plateforme océanique. Comme l'a confirmé l'État, ce sont des ressources qui lui appartiennent. Il y a donc ici une contradiction avec le premier constat établi et qui consiste à dire que le peuple Polynésien est le seul qui puisse jouir de toutes ces richesses.

Deuxièmement, comme nous le savons, il y a aujourd'hui certaines sociétés, des sociétés aériennes ou qui exploitent des satellites, qui versent des redevances pour survoler ou traverser notre espace aérien. Et ces redevances, elles ne sont pas versées dans les caisses du pays mais dans celles de l'État. Je tenais à le préciser. Aussi, nous estimons que ce projet de loi du pays n'apporte aucune précision sur ce sujet et nous souhaitons vous demander votre avis sur ce point précis et sur la façon dont nous pourrions nous saisir de cette question.

La deuxième grande problématique abordée dans ce projet de loi du pays est la notion de pollueur-payeur. Et le premier sujet que j'avais soulevé lors de nos travaux en commission était la question des essais nucléaires effectués dans notre pays et leurs conséquences : l'État français, qui est l'auteur de ces méfaits, en a-t-il assumé les conséquences ? Vous ne m'avez pas répondu et êtes restés très silencieux sur ce sujet en commission. Ce que je veux dire ici c'est que nous devons affirmer notre position par rapport cette catastrophe environnementale et sanitaire orchestrée par l'État français et dont il refuse d'assumer les conséquences. Le présent projet de loi du pays évoque la notion de préjudice « irréversible », c'est à dire illimité dans le temps. La question qui se pose pour ces retombées radioactives est la suivante : qui en assumera les conséquences ? Ce projet de loi prévoit-il oui ou non la réparation par l'État des conséquences des essais nucléaires ?

Par ailleurs, l'une des problématiques qui n'apparaît pas dans ce texte, Monsieur le ministre, c'est celle de nos rivières et de leur protection. Nous sommes tous au fait de cette décision qui a été prise en Nouvelle-Zélande au sujet du fleuve Whanganui et par laquelle le gouvernement néozélandais lui a accordé la personnalité juridique. Ainsi, les tribus qui vivent aux abords de ce fleuve ont désormais la possibilité d'intenter des actions en justice à l'encontre des personnes qui polluent le fleuve. Va-t-on réserver le même sort à la rivière Taharu'u — c'est un clin d'œil — ou à la rivière Punaru'u ? Quelle est notre position face à cette problématique puisque aucune disposition n'est prévue sur ce sujet dans

le présent projet de texte. Le peuple Maori a même la possibilité de demander réparation financière au gouvernement néozélandais en cas d'incident écologiques affectant ses rivières, et notamment le fleuve Whanganui.

Et ce que j'aimerais également rajouter, Madame la présidente, afin que les choses soient claires pour tout le monde ce matin, c'est que nous avons débattu de la question du « rāhui (NDT : système ancestral de gestion et de préservation des ressources naturelles) » qui ne faisait l'objet que de trois paragraphes dans ce projet de loi, et effectivement, Monsieur le ministre a accepté de retirer le troisième paragraphe afin qu'il fasse l'objet de discussions plus approfondies. Et je comptais sur vous, je comptais également sur notre présidente de commission, Madame Sylvana Puhetini, mais également sur Monsieur Charles Fong loi en sa qualité de président de la commission des ressources marines... Et ce qui me préoccupe c'est qu'entre le jour où s'est tenue cette réunion et aujourd'hui, nous ne nous sommes pas rencontrés à nouveau. Nous ne nous sommes pas revus, Monsieur le ministre. Je sais que vous étiez favorable et disposé à cela. Mais au moment où nous avons décidé d'organiser cette rencontre au sujet du « rāhui », j'ai constaté que deux différentes visions s'opposaient. Il y avait ainsi celle du ministre de l'environnement et celle du ministre des ressources marines. Il semble que vous ne soyez pas d'accord sur le concept du « rāhui » ; et selon les échos que j'ai pu avoir, c'est la raison du retard pris sur ce sujet. Quand allez-vous vous mettre d'accord ? Et j'ai essayé de supplier notre présidente Sylvana Puhetini ainsi que Monsieur Charles Fong loi de travailler rapidement sur le sujet et d'établir une méthode de travail afin de boucler le dossier avant la fin de l'année. Je ne pense pas que l'on puisse arriver à un résultat en adoptant une posture qui consiste à dire : « C'est à moi que revient la paternité de ce dossier et pas à toi ! ». Ce n'est pas comme cela que ça marche ! À mon avis, à notre avis, nous devons travailler ensemble sur ce sujet car si nous ne le faisons pas comme cela avait été prévu en commission, demain, les gens se lèveront et la population s'entredéchirera. Il y a d'un côté, la vision indigène du « rāhui », et de l'autre, la vision occidentale. Je ne dis pas que l'une est bonne et l'autre mauvaise. Mais, au nom de ce concept, les gens s'entredéchireront. C'est donc le moment idéal pour débattre de cette question. Sylvana et Charles, c'est le moment d'en discuter. Si une mésentente oppose les deux ministres, eh bien qu'ils règlent leur problème ! N'est-ce pas ? Empressez vous de régler votre problème afin que nous puissions nous pencher sérieusement sur la problématique du « rāhui ».

Je terminerai en abordant la question du bruit généré par les répétitions de danse des groupes se produisant au Heiva. Ce projet de loi semble être clair sur le fait que les nuisances sonores seront passibles de sanctions. Cependant, ici, les bruits produits lors des répétitions de danse ne sont pas considérés comme des nuisances sonores. C'est ce que dit le présent projet de texte. Comment peut-on différencier le bruit en général du bruit produit par les répétitions de danse ? Serons-nous capable d'établir une telle différence ? La solution ne se trouverait-elle pas ailleurs, et notamment dans l'aménagement de salles ou de lieux dédiés aux répétitions de danse ? Cela nous éviterait de devoir faire face, chaque année durant les festivités du mois de juillet, aux multiples plaintes de personnes excédées par les nuisances sonores produites par les groupes de danse lors de leurs répétitions. Nous pensons que c'est un problème qui ne se résoudra pas seulement au travers de ce texte de loi mais aussi en mettant à la disposition de ces groupes de danse des lieux dédiés où ils pourront répéter en toute tranquillité et sans faire l'objet de poursuites.

Voilà, Madame la présidente et chers collègues. En commission, j'ai voté en faveur de ce texte, mais vu la tournure prise par les événements en séance, je vais m'abstenir en attendant que la commission se réunisse et se mette au travail.

Je vous remercie. Mes salutations !

La présidente : Merci M. Drollet.

Pour le groupe TAHOERA'A HUIRAATIRA, M^{me} Friedman.

M^{me} Vaiata Perry-Friedman : M^{me} la présidente, M. le ministre, chers collègues, bonjour.

Le présent projet de loi du pays, qui est une mise à jour du code de l'environnement, a pour objectif principal de protéger et conserver le patrimoine commun de la Polynésie française défini comme les « *espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'eau, de l'air et des sols, les espèces animales et végétales, les écosystèmes et les services qu'ils procurent, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent.* » Il introduit notamment le principe de développement durable qui permet ainsi la satisfaction des besoins des générations présentes, sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.. Le code ainsi modifié introduit également le principe du pollueur-payeur, principe largement partagé avec le reste du monde puisque également adopté par les membres de l'Organisation de coopération et de développement économique en 1972, bien que sur le fond, les enjeux soient différents. D'autres accords ont été signés à l'international par la suite comme le protocole de Kyoto pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, ou encore les accords de Paris pour le climat, ratifiés par 159 pays ainsi que l'Union Européenne avant le retrait des États-Unis en juin dernier.

L'environnement est donc bel et bien une question commune à tous les habitants et futurs habitants de notre planète et chaque geste de notre quotidien peut avoir une influence plus ou moins négative. Alors, je ne souhaitais pas m'étendre sur tout ce qui touche aux espèces animales ou végétales puisque nous en avons également débattu l'année dernière, lorsque nous étudions la protection des espaces naturels et des espèces protégées et menacées. Cependant, tout est lié car, une fois encore, l'attitude de l'homme a un impact sur leur survie, que ce soit notre attitude directe ou nos gestes du quotidien : la gestion des déchets, l'envoi dans les îles de plantes sans déclaration phytosanitaire, l'importation frauduleuse du miel ou l'introduction illégale d'espèces interdites sur le territoire, comme on a pu le voir en avril dernier. L'introduction d'espèces n'est pas négligeable. Il en va de la survie de nos espèces protégées. Polynésie 1^{re} a récemment fait l'éloge de Dora, petite chienne star de Ua Huka qui renifle les containers à leur arrivée sur l'île, afin de prévenir l'entrée des rats noirs, dans le but de préserver les oiseaux endémiques de l'île. Il en est de même aux Australes.

En commission législative, nous avons extrait la notion du rahui qui doit faire l'objet de discussion entre les ministres concernés et les élus des 3 groupes politiques à l'assemblée. Une 1^{re} réunion avait été fixée la semaine dernière, avant d'être annulée à la dernière minute.

Avez-vous consulté les différentes associations qui tentent d'instaurer le rahui ? Outre Rahui no Tuhaa pae, il y a aussi Rahui no Teahupoo ou Rahui no Teva i uta. Il est important de prendre conscience, dès maintenant, des conséquences de nos gestes et d'apprendre aux jeunes générations à être plus respectueux de la nature.

Outre la préservation des ressources, il y a un sujet qui nous préoccupe, c'est la gestion des déchets. J'entends encore de nos jours qu'on aperçoit des jeunes qui jettent leurs ordures dans la rivière. La prochaine fois que vous montrez la RDO, je vous invite à observer le bord de la route. C'est inadmissible, tout simplement, qu'aujourd'hui les gens jettent leurs *déchets* par la fenêtre de la voiture. Vraiment inadmissible, il faut qu'on réagisse ! Ces pratiques portent justement atteintes au patrimoine commun selon nous. Cet incivisme qui conduit des associations à lancer des actions citoyennes pour le nettoyage d'espaces publics, mais aussi des familles qui enfouissent leurs déchets sur leur terrain privé ou les brûlent en tas sans se soucier des rejets toxiques dans l'air.

Vous prévoyez un schéma territorial de prévention et de gestion des déchets dont les communes doivent se servir afin d'établir leur propre plan municipal de gestion des déchets. Ce schéma territorial doit être pris en conseil des ministres. Pouvons-nous en avoir connaissance ? Peut-il être présenté, au moins, à l'assemblée comme l'ont été les autres schémas directeurs ?

De plus, des dispositions pénales sont prévues enfin de punir certaines pratiques avec des peines qui peuvent aller jusqu'à 8 900 000 francs d'amende et de 2 ans d'emprisonnement. Aussi, il est important d'avertir la population sur ces risques pénaux. Autrement, la surprise pourrait provoquer d'autres dégâts. Comment avez-vous prévu d'en faire la communication ?

Le code prévoit également que les producteurs et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant la hiérarchie des modes de traitement consistant à privilégier, dans l'ordre : la préparation en vue de la réutilisation, le recyclage, toute autre valorisation, notamment énergétique et l'élimination. Avez-vous prévu de faire une communication télévisée, radio ou un événement afin de toucher au maximum la population ?

Parmi les actions citoyennes, on peut citer le nettoyage du littoral de Papeete organisé par le collectif Nana sac plastique. Même si son combat 1^{er} n'est pas la propreté de la ville, ce type d'événement permet de sensibiliser la population. Certains n'ont pas hésité à venir en famille pour que leurs enfants apprennent. En effet, notre société a tendance à utiliser le plastique à outrance. Faites le compte du nombre de sacs d'emballage en plastique que vous avez utilisés pour la rentrée scolaire de vos enfants ! Et tous ces plastiques, à défaut de recyclage, se retrouveront malgré nous dans la nature, mangés, malheureusement, par les poissons que nous mangerons nous-mêmes plus tard.

En début du mandat, notre collègue Sandrine Turquem, alors présidente de la commission du tourisme et de l'écologie, avait été très touchée par la proposition de l'assemblée junior d'un texte sur la préservation des ressources naturelles et l'interdiction d'utiliser des sacs plastiques non biodégradables. Elle a, par conséquent, souhaité que ce texte soit retravaillé afin de le soumettre à l'ensemble des représentants que nous sommes.

Il y a quelques semaines, la presse a annoncé que le gouvernement a lancé une étude d'impact d'un tel projet de loi du pays, notamment - *si j'ai bien compris* - sur les entreprises qui produisent ou commercialisent des sacs en plastique au *pays*. Pouvons-nous conclure que la loi du pays est en préparation ? Quelles en seraient les grandes lignes ?

Enfin, pour terminer sur une note d'espoir, une application permettant de signaler que l'on donne des objets vient de voir le jour. Elle s'appelle Smart Cycle et vise à lutter contre le gaspillage et à donner une 2^{de} vie aux objets encombrants. L'application fonctionne également au *pays*. Il faudrait encourager notre jeunesse à s'approprier des nouveaux modes de communication pour développer ce genre d'application visant à régler notre production de déchets et à protéger notre patrimoine commun. Merci de votre attention.

La présidente : Merci, M^{me} la représentante.

Avant de donner la parole à notre *M. le ministre*, je vais un peu enfreindre le règlement intérieur et poser la question aux membres de la commission qui a statué sur cette loi du pays, ou peut-être à *M. le ministre*. Quand je vois les visas des travaux préparatoires, je pense - *en tout cas, je défendrai leur cause, on parle du code de l'environnement de la Polynésie !* - je crois que nous avons oublié l'avis des principaux acteurs, derniers dans la boucle mais très importants, l'avis de nos *maires*. Non mais, on pond des lois, on modifie les textes, mais les vrais qui seront sur le terrain pour faire appliquer notre législation, qu'on le veuille ou non, malheureusement, ce sont nos élus de proximité ! Excusez-moi d'enfreindre un peu le règlement intérieur mais voilà un vrai sujet ! Peut-être qu'on aurait pu en débattre avec nos élus communaux lors du dernier congrès des maires ? Malheureusement, on va imposer des sanctions, on va demander à qui ? À nos fonctionnaires du Pays ? *Ce n'est pas possible !* Ça va être encore nous *agents de police* municipale qui seront obligés parce que *tāvana mā nos chers maires* ont pris quand même ce travail à bras-le-corps pour nettoyer, faire de la répression dans nos communes respectives. Enfin, excusez-moi mais, c'est quand même un petit bémol qui m'interpelle ce matin. Outre l'aspect de Moruroa e tatou, je ne ferai pas la sourde oreille. Je prends acte de ce qui vient d'être dit par notre collègue Drollet. On va aussi arrêter de tourner autour du pot parce que c'est le sujet de la Polynésie française. Mais je peux aussi rassurer notre collègue Drollet : ne vous inquiétez pas, vous avez envoyé les meilleurs émissaires à Paris *ces jours-ci* et Dieu sait que le travail continue. *Lentement* mais *sûrement*. Il faut nous faire confiance sur ce sujet-là. Voilà un peu, *M. le ministre*, ce que je voulais faire comme interpellation ce matin. Tu as la parole. Merci. C'est moi qui préside, ça va ! (*Rires*)

M. Heremoana Maamaatuaiahutapu : *Merci bien, Madame la présidente.*

Vous avez répondu un peu sur certaines questions posées par M. Jacqui Drollet. Concernant la dépollution de certains sites qui ont servi aux essais nucléaires, c'est un travail qui est en cours, notamment sur Hao. L'État a dépensé déjà 7 milliards pour la dépollution du lagon et des terres polluées. Il y a encore 2,3 milliards de travaux prévus sur Hao. Concernant Moruroa et Fangataufa, le sujet de la surveillance seulement a été pris en compte. Ceci étant dit, lors d'une réunion préparatoire à la COP 23, je me suis permis d'introduire le sujet, quand même, à l'échelon régional. Sur la dépollution de ces sites, nous ne sommes pas les seuls. Il y a aussi les îles Marshall, l'Australie. Il ne faut pas oublier qu'il y a eu 903 tirs en Australie. Donc, que ce soit aussi une préoccupation régionale ! Mais la question aussi des rivières, sur la personnalité juridique des rivières, c'est seulement une rivière en Nouvelle-Zélande qui a été reconnue comme ayant une personnalité juridique. Nous regardons cela avec beaucoup d'intérêt. Honnêtement, je ne sais pas encore comment nous pouvons appliquer cela. On n'est pas les seuls à regarder ce qui s'est passé en Nouvelle-Zélande puisque dernièrement à Fidji, j'ai pu discuter de cela avec le ministre fidjien. On est plusieurs pays à regarder cela.

Concernant le rahui, oui on était prêt à venir et puis, voilà. Je suis un peu étonné que ce soit un dysfonctionnement entre mon collègue de la pêche et moi-même. J'en parlerai puisque la rédaction du texte sur le rahui a été faite en collaboration avec les services de la pêche. Nous travaillons d'ailleurs en collaboration sur ce rahui de Teahupoo par exemple, que ce soit avec la direction de l'environnement ou la direction des ressources marines. Nos 2 services ont déjà l'habitude de ce sujet du rahui. Donc, je me rapprocherai de mon collègue mais, encore une fois, je reste disponible en cas de sollicitation de l'assemblée. *Il n'y a pas de souci à ce que... Comme je le disais lors de notre réunion, nous sommes prêts à venir en discuter.*

Je rappelle quand même que, dans le dispositif que nous avons mis en place, il s'agit de ne pas figer le rahui mais de le laisser ouvert pour que chaque commune ou chaque communauté puisse mettre en place son comité de gestion qui va déterminer, avec les services du pays, son système de rahui. Il ne s'agit pas de dire : « *Un rahui, c'est comme ça* », justement parce que nous ne sommes pas arrivés à trouver une définition exacte de ce que peut être le rahui. Sur le désistement des États-Unis par rapport à la ratification des accords de la COP 21, il y a plus eu un effet d'annonce du Président américain qu'autre chose. Pour le moment, ils se sont toujours pas désolidarisés. Et en réaction, je rappelle aussi que le 1^{er} État américain à demander la ratification de cet accord pour montrer sa désapprobation, c'est l'État de Hawaï.

On peut donc être fiers que ce soit finalement le seul État américain de la région qui se mobilise déjà pour ratifier l'accord de Paris, même si ça reste le dernier pays de la région, finalement, à prendre le train en marche, parce que tous les autres pays de la région ont déjà donné leur accord.

Sur le nettoyage de nos rivages, oui, il y a eu beaucoup d'actions l'année dernière notamment. Mais c'est la DIREN et le pays qui ont financé toutes ces actions. La représentante de Moorea n'est plus là, mais c'est donc le pays qui a financé toutes ces actions à hauteur de 32 millions. Après, il y a eu les inondations. On a été obligés de repasser derrière. Donc ce ne sont pas que des bénévoles. C'est aussi un partenariat entre certaines associations, les communes et le pays. Pour la dernière opération, la commune de Papeete et le pays ont été partenaires. Toutes ces actions continueront d'être menées, soit par le tourisme, soit par la Direction de l'environnement.

Le schéma directeur des déchets, je ne sais pas où vous avez vu que c'est déjà passé en conseil des ministres, parce que nous sommes toujours sur les études. Il n'a pas encore été présenté au conseil des ministres. Ce que nous avons présenté au conseil des Ministres, ce sont les programmes avec les études et des charges qui ont été notamment identifiées comme étant à réhabiliter. Mais pour le schéma directeur des déchets, le travail continue toujours, notamment avec le soutien de l'ADEME.

Bien sûr qu'il passera ici à l'approbation de l'assemblée. On espère pouvoir le terminer d'ici la fin de l'année ou en début d'année prochaine.

Concernant les sacs plastiques, là aussi nous avons un projet de texte qui va être présenté d'ici la fin de l'année. Contrairement à ce que l'on pense, ce n'est pas aussi simple que ça. Interdire les sacs plastiques, c'est bien. Mais quelle est la solution que l'on propose derrière ? Nous n'avons pas encore de solution qui soit viable. On fait - *je ne sais pas si vous vous rappelez depuis 3 ans* - une opération test au mois de juillet inspirée de ce qui se fait en Australie et qui s'appelle Plastic Free July pour voir un peu les solutions que l'on pourrait mettre en place. Les sacs papier, hélas !, nous ne produisons pas, nous n'avons pas encore de circuit pour récupérer les déchets papier et les transformer en sacs. Ce serait l'idéal. Tout le monde pense que les paniers *en pandanus* pas sont la solution sauf qu'on a quelques petits problèmes avec la fourniture de nos paniers. Pour exemple, lors du dernier séminaire que nous avons eu ici avec l'Union Européenne, nous avons commandé 120 paniers et le panier est passé de 2000 francs à 5000 francs. Finalement, les *artisans* m'ont dit : *Cher enfant, le heiva vient juste de se terminer et nous sommes très fatiguées*. Donc je n'ai pas pu passer commande de mes 120 paniers parce qu'il y avait aussi le SPC qui avait commandé des paniers auprès des Mama de l'artisanat donc ça faisait trop.

Il y a peut-être des filières qu'il faudra trouver pour ce changement et cette annulation des sacs plastiques. Des sociétés sont déjà en train d'évoluer vers une diminution de l'utilisation de la matière 1^{re} d'une part et vers son recyclage d'autre part. D'autres sont déjà en train de faire évoluer leurs produits vers des produits recyclables et biodégradables à 100 %. Voilà rapidement ce que je voulais dire, M^{me} la présidente.

La présidente : *Merci M. le ministre.*

Nous allons passer à la discussion générale sur les articles. LP 1 *Pas d'intervention ?... Eh, ce n'est pas encore l'heure de déjeuner ! Vous dormez ou quoi ?!...* Qui est pour l'article LP 1 ?... 47 voix pour et 10 abstentions.

Article LP 2, même vote ?... Même vote.

Article LP 3, même vote ?... Article LP 3 adopté.

Article LP 4, même vote ?... Article LP 4 adopté.

Article LP 5, même vote ?... Article LP 5 adopté.

Article LP 6, même vote ?... Article LP 6 adopté.

Article LP 7, même vote ?... Article LP 7 adopté.

Nous allons passer au scrutin public pour le vote de la loi du pays... M. Géros.

M. Antony Géros : *Merci bien, Madame la présidente.*

Avant de passer au vote du projet de loi, je souhaite interroger le ministre, puisque ce sera à lui de faire appliquer la loi dès que celle-ci sera adoptée, sur la question notamment qui a été soulevée par notre collègue et qui est relative aux essais nucléaires français à Moruroa et Fangataufa. En effet, j'ai toujours en mémoire un article que j'avais lu lors de mon intervention. Je vous le lis... en français, ce sera plus facile pour la discussion. Il s'agit de l'article LP. 1510-3 qui stipule que « La responsabilité environnementale de l'auteur d'un dommage peut être établie même en l'absence de faute ou de négligence, dès lors que des détériorations directes ou indirectes affectant notablement le patrimoine commun de la Polynésie française défini à l'article LP. 1100-1 ont été constatées du fait de l'activité de l'intéressé. »

En fait, ce que je veux dire c'est que, dans notre budget, il y a une amende qu'une personne, de Moorea, il me semble, doit payer pour avoir dégradé l'environnement et qui est de plus de 1 milliard. Il ne s'agit que d'une personne, là. C'est ni plus ni moins la loi en vigueur qui est appliquée. Aujourd'hui, nous allons toujours faire appliquer la loi. Autrement dit, les personnes assermentées seront chargées de chercher des sites où il y a délit. Or, l'on sait déjà que, pour certains sites, un délit a été commis et l'on attend toujours que la loi s'applique. Et puisque notre collègue a mentionné le cas de Moruroa et Fangataufa, est-ce qu'ils vont détourner le regard par rapport à ces sites où il y a délit ? Au jour d'aujourd'hui, nous le savons, la loi ne propose aucune solution pour la remise en état des 2 atolls qu'ils ont pourtant pollués. Il n'y a aucune solution. Donc, quelle est la position du gouvernement... ? Parce qu'il sera facile pour moi, lorsque l'on viendra me sanctionner, de demander à ce que l'on sanctionne l'État français pour avoir pollué Moruroa et Fangataufa avant de venir me sanctionner, moi. Donc, j'aimerais connaître la position du gouvernement sur ce problème particulier.

La présidente : M. le ministre.

M. Heremoana Maamaatuaiahutapu : *Le recours formé contre l'habitant de Moorea est toujours en cours, le jugement n'est pas encore terminé. De même pour l'affaire de Hitiaa, notamment pour ce qui est des huiles usagées qui ont été enfouies dans des fosses creusés par l'homme. Ces affaires ne sont pas encore terminées et je pense que ce n'est pas pour demain. Vous savez comment cela se passe au tribunal : la décision est reportée, on revient, c'est reporté à nouveau, ... Voilà. Pour ce qui est des amendes qui ont été annoncées, c'est ce que le procureur a requis. Pour ce qui est de la décision, elle n'a pas encore été prononcée.*

Ensuite, concernant Moruroa et Fangataufa, nous savons tous que cette question est compliquée, je ne vous le cache pas. Comment remettre en état ? Faut-il former un recours par le biais de ce nouvel outil ? Peut-être. Nous verrons bien demain, si ce texte est adopté. Ceci dit, nous pouvons également passer par nos parlementaires. Il ne faut pas oublier cette possibilité. C'est un moyen aussi pour nous d'être entendus dans les organes de décision en France. En tous les cas, je ne pense pas que former un recours contre l'État français nous permettra de régler au plus vite cette affaire parce que vous savez comment cela se passe au tribunal.

La présidente : *Merci M. le ministre.* On était en train de passer au vote de la loi, alors ça va être très court. M^{me} Levy-Agami. M. Tuheiava... *Je vois que Victor et les autres n'ont plus faim du tout !... 3 dernières interventions avant de passer au vote.*

M^{me} Levy-Agami.

M^{me} Sandra Manutahi Levy-Agami : Oui, déjà pour vous dire que nous sommes favorables à ce texte puisqu'il ne fait que réorganiser le code déjà existant qui est passé en 2003 sous la gouvernance du TAHOERA'A HUIRAATIRA. Nous ne pouvons donc pas y être opposés. Nous sommes contents de voir que les bonnes idées ont été reprises. Encore une fois, je rejoins les interventions de mes collègues qui indiquaient que le problème c'est l'application dans la réalité. Parce que, est-ce que finalement la musique c'est du bruit ? La juriste que je suis lit « *le bruit* », on voit comment ça a été rédigé, est-ce que le toere c'est du bruit ? Moi je ne pense pas que ce soit du bruit, je pense que c'est de la musique. Après, comment les policiers et les gendarmes interprètent ça, c'est encore une autre affaire. Je pense qu'il y a quand même un gros travail d'information qui va devoir être mené par vos services, en collaboration avec les services de police pour faire en sorte que notre culture polynésienne puisse être préservée, tout en préservant quand même la quiétude des familles polynésiennes alentours. On est bien d'accord. Pour vous dire qu'on attend aussi les retours. Vous disiez précédemment que le gouvernement allait prendre un certain nombre de mesures et vous savez qu'on n'est pas forcément informés directement puisque vous prenez des arrêtés et c'est pas toujours évident d'avoir les bonnes informations. La majorité est souvent informée de ce que vous faites à l'avance, nous ne le sommes pas forcément. Pour la bonne compréhension de tous, et surtout comme le disait notre présidente de l'assemblée, pour faire en sorte que les élus que nous sommes soient en capacité de bien informer les

gens sur les législations qui sont effectivement mises en place. Nous vous demandons de nous tenir informés de l'avancement de ce dossier qui est important. Parce qu'on l'a vu pendant le Heiva, et même avant le Heiva, ça a créé énormément de nuisances et de disputes, surtout dans certains quartiers de Polynésie. Merci.

La présidente : Merci, chère collègue. M. Tuheiava.

M. Richard Tuheiava : *C'est une question au ministre... Loin de moi l'idée d'alourdir... C'est simplement une question en faveur de la population de Papenoo qui tient à préserver sa vallée. Vous savez, cette population qui n'était pas satisfaite du projet hôtelier présenté à l'époque. Est-ce que cet outil permettra d'aider cette population dans la préservation de la vallée de Papenoo ? Si c'est le cas, tant mieux !*

La présidente : M. Maamaatuaiahutapu.

M. Victor Maamaatuaiahutapu : *Charles ! Charles Fong Loi !... Le ministre s'appelle Maamaatuaiahutapu. Je vous demanderai de ne pas déformer notre nom. Maamaatuaiahutapu !*

Monsieur le ministre, permettez-moi de compléter la remarque de notre collègue Tony. Le Pays a été capable de porter plainte contre nos compatriotes. C'est le cas pour celui de Moorea et vous avez parlé également des autres recours qui ont été formés. Effectivement, le jugement n'est pas encore terminé ; ce sont simplement les réquisitions du procureur. La question est de savoir si nous sommes prêts à former un recours contre l'État français, en restant dans le cadre de la loi ? Oui, restons dans le cadre de la loi en vigueur. Nous ne devons pas éviter... Ensuite, ce sera l'affaire de la justice, et vous avez raison. Je suis tout à fait d'accord avec cela. Ce sera l'affaire de la justice. Une attente de la population, c'est par rapport à nous. Nous mettons en avant les dispositions de loi, pourquoi alors éviter l'État français ? Sommes-nous prêts pour former ce recours et laisser ensuite la justice faire son travail ? Merci.

La présidente : Vous avez une réponse ? Moi, j'allais clore la discussion et passer au vote, M. le ministre.

Nous allons passer au scrutin public de la loi du pays. Je demande au secrétaire général de faire l'appel des représentants.

M^{me} Jeanne Santini :

M.	Ah-Scha	Joseph	pour
M ^{me}	Amaru	Patricia	pour
M ^{me}	Aro	Dylma	pour
M ^{me}	Bruant	Virginie	pour
M.	Buillard	Michel	pour
M ^{me}	Cross	Valentina	abstention
M.	Drollet	Jacqui	abstention
M.	Faatau	Félix	pour
M.	Flohr	Henri	pour
M ^{me}	Flores-Tahiata	Chantal	abstention
M.	Fong Loi	Charles	pour
M ^{me}	Frébault	Joëlle	pour
M ^{me}	Galenon	Minarii Chantal	abstention
M.	Geros	Antony	abstention
M.	Graffe	Jacque	procuration à M ^{me} Frébault Joëlle, pour
M.	Haumani	Evans	procuration à M ^{me} Vaiata Perry-Friedman, pour
M.	Ienfa	Jules	pour

M ^{me}	Iriti	Teura	pour
M.	Jordan	Rudolph	pour
M.	Laurey	Nuihau	procuration à M ^{me} Sylvana Puhetini, pour
M.	Leboucher	Michel	pour
M ^{me}	Lucas	Béatrice	pour
M.	Maamaatuaiahutapu	Victor	abstention
M ^{me}	Manutahi Levy-Agami	Sandra	pour
M ^{me}	Maraea	Emma	pour
M ^{me}	Matehau-Nuupure	Juliette	pour
M ^{me}	Merceron	Armelle	pour
M.	Moutame	Thomas	pour
M.	Perez	Antonio	pour
M ^{me}	Perry-Friedman	Vaiata	pour
M ^{me}	Puhetini	Sylvana	pour
M.	Raioha	Jacques	procuration à M ^{me} Teahe Teapehu, pour
M ^{me}	Richeton	Monique	pour
M.	Riveta	Frédéric	pour
M ^{me}	Sachet	Isabelle	pour
M ^{me}	Salmon-Amaru	Lois	procuration à M ^{me} Monique Richeton, pour
M ^{me}	Sanquer	Nicole	pour
M.	Schyle	Philip	pour
M ^{me}	Tarahu-Atuahiva	Teura	pour
M ^{me}	Tata	Jeanine	pour
M ^{me}	Teahe	Teapehu	pour
M.	Temaru	Oscar Manutahi	procuration à M. Géros Antony, abstention
M.	Temauri	Jean	pour
M.	Temeharo	René	procuration à M. Riveta Frédéric, pour
M.	Teriitahi	Moehau	procuration à M ^{me} Béatrice Lucas, pour
M ^{me}	Tetuanui	Lana	pour
M ^{me}	Teura	Justine	abstention
M ^{me}	Tevahitua	Éliane	abstention
M.	Tong Sang	Gaston	pour
M.	Toromona	John	pour
M.	Tuheiava	Richard	abstention
M.	Tuihani	Marcel	pour
M.	Tumahai	Ronald	procuration à M. Perez Antonio, pour
M ^{me}	Turquem	Sandrine	pour
M ^{me}	Vaiho	Gilda	procuration à M ^{me} Manutahi Lévy-Agami Sandra, pour
M ^{me}	Vanaa	Élise	pour
M ^{me}	Viriamu	Yolande	pour

La présidente : La loi du pays est adoptée par 47 voix pour et 10 abstentions. *Merci bien.*

Pourquoi j'ai clos, M. Géros, M. Tuheiava, M. Maamaatuaiahutapu ? C'est, comme j'ai dit tout à l'heure dans mon intervention, le sujet sur Moruroa reviendra ici. On va d'abord commencer par régler ce qu'on n'arrive déjà pas à régler chez nous. Je suis d'accord, le sujet Moruroa e tatou... Nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet à l'heure du toilettage de notre statut de l'autonomie.

III) EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE

La présidente : En tous les cas, au point III de l'ordre du jour, il s'agit de l'examen de la correspondance conformément à ce que nous connaissons au sein de notre honorable assemblée. La

prochaine séance est fixée à mardi 22 août à 9 heures et la conférence des présidents est convoquée juste à la suspension de la séance.

IV) CLÔTURE DE LA SÉANCE

La présidente : *Chers collègues élus de Polynésie française, merci des efforts que vous avez fournis aujourd'hui. Je vous souhaite un bon appétit.*

La séance est close.

La séance est close à 12 heures et 55 minutes.

LA DEUXIEME
SECRÉTAIRE,

LE PRÉSIDENT,

Armelle Merceron

Marcel Tuihani